

# EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION  
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS  
POLITIQUES INTERNATIONALES

**B.E.I.P.I.**

RÉDACTION ET ADMINISTRATION  
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8<sup>e</sup>  
Téléphone : EUROPE 47-08

## SOMMAIRE

GEORGES ALBERTINI. — Politique et stratégie communistes en Afrique australe et dans l'Océan indien .....	1
Les partis politiques d'Afrique et l'U.R.S.S. ....	6
LUCIEN LAURAT. — Le plan quinquennal 1966-70. — Bilan agricole .....	9

J. L. — Ce que gagnent les chercheurs soviétiques .....	12
Les enseignements du « décembre polonais » selon Milovan Djilas .....	13
ANDRÉ LAFORCE. — L'Eglise face au gouvernement d'Allende .....	15

## Politique et stratégie communistes en Afrique australe et dans l'Océan indien

LA Méditerranée a été longtemps le centre du monde. Pour cette raison, il y a longtemps aussi que les terres africaines qui la bordent sont entrées dans le champ de la politique internationale. L'empire égyptien, l'empire romain, les conquêtes de l'Islam ont marqué jusqu'au Moyen-Age les principales époques des grands combats où fut impliqué le nord du continent africain, du Caire à Fez.

### LES NOUVEAUX ARRIVANTS

A partir du XV<sup>e</sup> siècle, l'Europe occidentale a commencé à s'intéresser vraiment à l'Afrique pour des raisons très diverses, dont le détail ici importe peu. Jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, successivement, le Portugal, l'Espagne, la France, la Hollande, l'Angleterre, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie sont venus en Afrique. Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, elle a été la chasse gardée de l'Europe occidentale. Le déroulement, puis les conséquences de la guerre, au premier rang desquelles la décolonisation, y introduisirent les Etats-Unis, la Russie, puis la Chine. L'un des faits les plus importants de notre époque, dans le domaine de la politique mondiale, est justement l'intérêt que les deux plus grandes puissances du monde, plus la Chine, portent maintenant à un continent qui, jusqu'à

la deuxième moitié du siècle, était resté constamment en dehors de leur influence.

S'agissant de l'Afrique située au sud du Sahara, il y donc d'autres problèmes que ceux concernant la vie intérieure de chaque Etat, avec ses rivalités de personnes ou d'ethnies (où le folklore est parfois sanglant), ou les vicissitudes du développement économique, qui souvent doivent autant à l'inexpérience, et aux préjugés idéologiques qu'à la nature du pays ou aux héritages historiques. En fait, et de plus en plus, les problèmes dominants pour l'Afrique seront ceux de la grande politique internationale. Parlant récemment à un poste radiophonique français, M. Jacques Rabemananjara, ministre des Affaires étrangères de la République malgache, disait son inquiétude de voir trop de grandes puissances s'occuper de l'Afrique et, notamment, de l'Océan Indien qui la borde. Avec son intelligence coutumière, le ministre malgache soulignait ainsi l'un des phénomènes essentiels du monde contemporain. Son inquiétude, il la justifiait en disant en substance : quand on est au centre des convoitises ou du jeu des Grands, ce n'est jamais rassurant. On ne saurait lui donner tort, et l'on comprend les préoccupations des dirigeants des pacifiques populations de la grande île.

Mais peut-être l'un des moyens d'exorciser le danger est-il de le mieux connaître afin de

mieux situer les problèmes les plus importants de l'Afrique d'aujourd'hui.

## LA DESCENTE VERS L'HÉMISPHERE SUD

La politique africaine de l'U.R.S.S. rappelle la politique asiatique de l'Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle. Elle était essentiellement fondée sur le contrôle de toutes les bases maritimes situées sur la route de l'Extrême-Orient : Gibraltar, Malte, Chypre, Suez (ainsi que le Cap et Zanzibar), Aden, Bombay, Colombo, Rangoon, Singapour, Hong-Kong. Depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, toute la politique anglaise a visé à créer, puis à protéger, ce qui était l'axe de son empire.

Regardons l'U.R.S.S. depuis l'affaire de Suez de 1956 et depuis la naissance des Etats indépendants d'Afrique. Elle s'est établie en Egypte, puis à Port-Soudan, sur la Mer Rouge. Elle est présente à Aden, en Ethiopie, en Somalie, en Tanzanie. Elle s'approche de Madagascar, de la Réunion, de l'île Maurice. C'est-à-dire qu'elle se dirige vers le Cap, à la manière dont Cecil Rhodes, il y a quatre-vingts ans, fixait comme but à l'Angleterre de contrôler la route du Caire au Cap.

L'U.R.S.S. n'est d'ailleurs pas seule à cheminer. La Chine aussi s'y efforce, en profitant de l'existence de nombreuses et actives colonies chinoises dans tout l'Océan Indien et dans plusieurs pays de l'Afrique orientale. La Chine travaille à Maurice, à la Réunion, à Madagascar, aux Seychelles, aux Comores, en Tanzanie (donc à Zanzibar), en Zambie (1). Elle soutient aussi (et l'U.R.S.S. également) les mouvements révolutionnaires en Mozambique et en Angola contre le Portugal.

Tout cela montre que les deux grandes puissances communistes tentent une gigantesque manœuvre d'investissement de la partie occidentale de l'Océan Indien et de la moitié orientale de l'Afrique. La réouverture du canal de Suez, en donnant à la flotte soviétique des facilités nouvelles pour passer dans la Mer Rouge, favoriserait encore la marche soviétique vers l'hémisphère sud. C'est la forme contemporaine de la descente vers les mers chaudes, poursuivie sans succès, trois siècles durant, par la diplomatie tsariste.

## LES PARTIS AUXILIAIRES DE LA DIPLOMATIE COMMUNISTE

Comme chaque fois qu'il s'agit de l'impérialisme communiste, il faut se souvenir qu'une de ses armes principales est la création et la manipulation des partis communistes et des mouvements dits de libération nationale. C'est en quoi sa diplomatie se distingue des autres : elle a d'autres armes. Ces partis et ces mouvements existent dans tous

(1) George T. Yu : *China's Competitive diplomacy in Africa (The dynamic s of China's foreign relations)* — Harvard East Asian Monographs — 1970.

les territoires du sud de l'Equateur qui nous occupent (2).

Le Parti communiste d'Afrique du Sud remonte à 1921. Il s'est renforcé au lendemain de la guerre. Il a même été représenté au Parlement en 1947. Il s'est infiltré dans les syndicats. Il a cherché à exploiter les querelles raciales en formant, ou pénétrant, des organisations de ce type, comme l'African National Congress. Dissous en 1950, il a continué un actif travail clandestin, notamment par le truchement d'organisations parallèles, comme le « Congress Alliance », le « Congress of Democrats », et surtout le « Panafrikan Congress ». Dans les années 1960, il a essayé des actions de guérillas et multiplié les actes de sabotage. Le gouvernement lui a infligé une sévère défaite. Mais les communistes sud-africains (surtout les Blancs) continuent à travailler. La preuve est que, en juin 1970, en Grande-Bretagne, le parti, affirmant son accord avec la politique soviétique, a, d'autre part, lancé un appel à la guérilla en Afrique du sud-ouest et dans les territoires portugais. Sa revue, *African Communist*, publiée à Londres, ne laisse aucun doute sur ses intentions. On relève une activité du même ordre au sud-ouest africain. Un certain nombre de terroristes, appartenant à la tribu noire des Ovambo, aidés par le P.C. sud-africain, a organisé, en 1957, la « South West african people's Organisation » (S.W.A.P.O.). Financé par plusieurs pays de l'Est et par Cuba, armé par les Russes, avec des militants formés en Tanzanie, ce mouvement a essayé, jusque-là en vain, de créer des désordres dans ce territoire voisin de l'Angola.

En Angola, comme on le sait, une révolte a éclaté en 1961. Soutenue par des pays africains comme les deux Congos, la Tanzanie ou la Zambie, elle a connu des hauts et des bas. Elle n'est pas entièrement maîtrisée, pour des raisons qui tiennent en partie aux hésitations du gouvernement portugais. En tout cas, les chefs de la rébellion ne cachent pas leurs sympathies pour les pays communistes, et leurs troupes sont entraînées en Chine, à Cuba, en Algérie, en Tanzanie. Les fonds, par l'intermédiaire des organisations du type « Tricontinentale », viennent, pour l'essentiel, du monde communiste. Au Mozambique, autre territoire portugais, la rébellion a commencé en 1964. Les armes viennent de Russie et de Chine. L'entraînement est fait en Tanzanie. Il y a un groupe nettement pro-chinois. La rébellion a, pour le moment, fait long feu. Mais on aura une idée de ce qui s'est passé dans ces deux pays quand on saura que plus de 10.000 rebelles ont été faits prisonniers par les troupes gouvernementales.

Les nouveaux Etats indépendants du sud de l'Afrique : Bostwana, Lesotho, Swaziland

(2) Nicolas Lang — « *L'Afrique portugaise et le communisme* », *Est et Ouest* : 236 — 1-15/5-1960 ; « *La pénétration communiste en Afrique portugaise* » : 247 — 1-15/2-1961 ; F.R. Métrowich — « *Communism and terrorism in Southern Africa* » — Kimberley — 1969.

(peuplé, à eux trois, de moins de deux millions d'habitants), ont eux aussi leurs communistes. Au Botswana (plus grand que la France avec 600.000 habitants), le Parti unifié du peuple du Botswana, nettement pro-communiste, a 3 députés au Parlement sur 31. Les communistes travaillent depuis 1965. Certains de leurs dirigeants ont été formés à l'université Lumumba, en U.R.S.S., avec laquelle des relations diplomatiques ont été établies. Dans l'entourage immédiat du chef de l'Etat, on dit que deux conseillers sont des communistes connus, ce qui permet de s'interroger sur le noyautage de cet Etat, encore peu organisé. Le Lesotho voit depuis plusieurs années, et surtout depuis 1967, se développer une activité communiste importante. Elle est menée par des communistes venus de la République sud-africaine. Elle se fait surtout en relation avec Pékin. La propagande écrite circule. L'argent ne manque pas. Le parti collabore avec les partis progressistes du pays et exerce sur eux une influence certaine. Son principal leader, John Motlohebo, a été formé à Moscou. Il y a aussi un parti pro-chinois. La position centrale du Lesotho lui permet de servir de refuge aux membres clandestins de l'appareil communiste des pays environnants et de jouer le rôle d'une base d'appui. Des émeutes graves, en 1970, ont montré que la situation pouvait devenir sérieuse. Au Ngwane (ex-Swaziland), des tentatives d'organiser un parti en 1966 ont échoué. Mais on sait que Pékin s'efforce d'y créer un parti pro-chinois.

Au Malawi, la Chine a essayé d'acheter des hommes politiques pour obtenir la reconnaissance diplomatique. En Zambie, comme en Tanzanie, elle est active, pas seulement sur le plan économique. Elle a de nombreux amis dans le gouvernement des deux pays, et ils s'installent lentement. Même la Rhodésie n'échappe pas à l'agitation communiste. Depuis 1957, de nombreuses tentatives de subversion ont eu lieu. Il y a eu de longues années de violence, des sabotages avec des armes russes et des terroristes entraînés en Zambie, au Ghana (du temps de N'Krumah), en Tanzanie, en Corée du Nord. Grâce aux procès qui ont eu lieu, on sait le rôle des Russes et Chinois dans tous ces événements. Le gouvernement a maîtrisé l'agitation, mais on peut être sûr que les communistes recommenceront.

Dans l'Océan Indien, ils sont également présents. A Madagascar, le Parti communiste n'a jamais vraiment réussi, pas davantage le noyau pro-chinois du Parti marxiste-léniniste malgache. Mais l'influence communiste est certaine dans le Parti du Congrès de l'Indépendance de Madagascar (A.K.F.M.), le seul vrai parti d'opposition qui multiplie les contacts avec divers partis communistes étrangers. A la Réunion, le parti est très actif depuis douze ans. Il a eu des élus au Parlement français. Il rassemble plusieurs milliers de militants. Il compte dans la vie politique. A l'île Maurice, où la population chinoise est assez nombreuse et active, il existe un parti

pro-chinois bien organisé : le Mouvement militant mauricien, dont l'influence politique croît régulièrement. Et là, comme à Macao, dans les écoles chinoises, on enseigne la pensée de Mao avec le petit livre rouge. Les Russes essayent de s'y installer pour des raisons militaires, exposées plus loin.

Il n'est pas nécessaire de poursuivre cette énumération. Il serait aisé de l'étoffer. Telle quelle, elle montre de quelles forces Russes et Chinoises disposent déjà dans la zone où ils veulent s'installer, grâce aux partis et organisations de toutes sortes, qu'ils inspirent financièrement et contrôlent. S'il était besoin de vérifier par quelques lectures l'intérêt que l'U.R.S.S., par exemple, porte à l'Afrique, il ne serait que de se reporter à la revue que l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. publie depuis 1956 : « Asie et Afrique d'aujourd'hui », et au livre, réservé aux cadres de l'Etat (tirage à 2.300 exemplaires seulement), *Les partis politiques de l'Afrique*, qui vient de paraître à Moscou. On y trouvera un exposé complet de la politique soviétique en Afrique, avec ses plans de conquête et ses méthodes. On y insiste en particulier, et le fait vaut d'être noté, sur les consignes données aux communistes d'entrer dans les partis nationalistes, afin de les influencer et diriger de l'intérieur, et cela, en particulier en Tanzanie, Angola et Mozambique, ce qui est une éclatante confirmation de ce que nous écrivons (3).

## AMBASSADES ET CHEMIN DE FER

A côté de ce travail inlassable, les deux grandes puissances communistes (et leurs satellites) mettent en œuvre les autres moyens. Elles ont réussi à installer de nombreuses ambassades dans plusieurs pays, c'est-à-dire des centres privilégiés de subversion et d'espionnage : dans un pays comme la Zambie, il n'y a pas moins de 7 représentations communistes : on sait ce que cela veut dire. Les pays communistes proposent des accords culturels, des traités de commerce, des accords sur la pêche (Maurice), enfin l'arsenal habituel de leur pénétration. Ils vont quelquefois beaucoup plus loin : la Chine a entrepris la construction, de la Tanzanie à la Zambie, d'un chemin de fer de 1.600 km., qui coûtera plus de 400 millions de dollars. Il servira, certes, au développement de l'Est africain. Mais surtout à donner une base solide à la bataille en direction du sud. Les 3.000 experts qui sont là, les ouvriers qui travaillent (on a cité le chiffre de 10.000) ne s'occupent assurément pas que du tracé de la voie. La Chine, en entreprenant cette œuvre de première importance (quelque chose comme le barrage d'Assouan pour les Soviétiques), veut d'abord

(3) On trouvera une analyse de cet ouvrage plus loin dans le texte. Voir aussi *Est et Ouest* — n° 431 1-15/11-1969 : « Un historien soviétique dresse le tableau des partis communistes en Afrique ». *Les informations politiques et sociales* : 16-4-1971 ; 30-4-1971.

se placer en face de ses deux rivaux : les Etats-Unis, bien sûr, mais aussi l'U.R.S.S. Lorsque le chemin de fer sera construit, la Chine, d'abord, mais aussi les pays comme la Tanzanie et la Zambie, plus ou moins manipulés par les grandes puissances communistes, disposeront alors d'un moyen de pression très puissant dans toute la région (4). Rien ne sera plus facile que de transporter des armement lourds qui menaceront la sécurité de l'Afrique australe. Cela n'empêche nullement la Chine d'acheter du chrome, indispensable à ses armements, à la Rhodésie, et de le recevoir par les ports sous contrôle portugais de Beira et de Macao, ou même son cuivre à l'Afrique du Sud, qui transite par Hong-Kong, où a eu lieu, en 1969, une exposition des produits sud-africains. La Chine recommande le boycott, mais ne le pratique pas.

### LA FLOTTE SOVIÉTIQUE ARRIVE

Ce qui est en train sur terre l'est aussi sur mer. Il y a maintenant dans l'Océan Indien une flotte de 20 vaisseaux soviétiques avec des frégates lance-missiles, et même avec un câblier qui peut menacer les communications sous-marines du Commonwealth. Les fameux chalutiers-espions, équipés des derniers perfectionnements de l'électronique, sont là. L'U.R.S.S. cherche à obtenir des facilités portuaires à Maurice, en demande à l'île de Saint-Brandon qui en dépend, et voudrait bien être autorisée à s'installer à Madagascar. En d'autres termes, pour soutenir sa politique en Afrique, l'U.R.S.S. tire la leçon de ses échecs des années 60 au Congo et ailleurs. Elle ne disposait alors d'aucune base logistique pour la soutenir. Elle installe donc une flotte dans l'Océan Indien, non pas pour faire la guerre, mais pour appuyer sa diplomatie : et nul doute qu'en Afrique australe elle en sera effectivement renforcée. Le chemin de fer chinois et la flotte soviétique sont pour une part des rivaux, mais, jusqu'alors, pour la part principale, des alliés de fait.

Des alliés contre qui ? C'est là précisément que l'Occident et les Etats africains hostiles au communisme doivent examiner posément la situation.

### LES VRAIS ENNEMIS DE LA RUSSIE ET DE LA CHINE

Si l'on en croit Russes et Chinois, ce qu'ils veulent combattre c'est le colonialisme et le racisme, le Portugal, la Rhodésie, l'Afrique du Sud. En réalité, ce qu'ils cherchent, c'est à prendre le contrôle d'une zone vitale de l'Océan Indien, persuadés qu'ils sont — et

(4) Problèmes de l'Afrique australe. *La documentation française*, 30 avril 1971 : Un chemin de fer qui va libérer un peuple.

Bien qu'il soit très orienté dans le choix de ses articles, ce numéro de la *Documentation française* apporte des informations intéressantes.

à juste titre — de son importance dans la politique mondiale. Si l'Afrique du Sud est la première visée par leur propagande, ce n'est pas à cause de sa politique raciale, qu'ils ne mettent en avant que pour attirer les Noirs (car ces cyniques s'en moquent éperdument), mais bien parce qu'elle occupe, à la pointe du continent, une position-clé. Qui peut douter que la capture de l'Afrique du Sud par les puissances communistes représenterait pour elles une victoire de grande portée, et pour l'Occident quelque chose comme la chute de Singapour en 1942 ? Comment ignorer que chaque jour 600.000 tonnes de pétrole du Moyen-Orient passent par le canal de Mozambique et au large du Cap pour alimenter les pays occidentaux ?

La France a des intérêts considérables dans tout l'Océan Indien et y joue un rôle important. Directement ou indirectement, elle est présente à Djibouti, à Madagascar avec Diego-Suarez, à la Réunion, à Maurice, aux Comores qui gardent la route du Cap. La politique, que le général de Gaulle a poussée activement, d'aide militaire à l'Afrique du Sud n'a pas besoin d'une autre justification. La Grande-Bretagne de M. Heath, plus clairvoyante que celle de M. Wilson, a la même position, et l'autorité dont elle dispose, des Seychelles au Kenya, à l'Uganda et même en Tanzanie, constitue un facteur appréciable de résistance. Sans doute, la présence portugaise au Mozambique et en Angola a-t-elle la fragilité à long terme des empires coloniaux, mais rien n'indique qu'elle soit menacée dans l'immédiat, pas plus que celle des Rhodésiens. En définitive, les pays qui ne sont pas décidés à céder à la pression communiste en Afrique orientale et australe — et il faut y ajouter la plupart des Etats noirs comme l'Ethiopie, le Kenya, le Malawi, d'autres encore — sont en mesure de s'opposer efficacement à la pénétration communiste.

Mais il est bien évident que le problème-clé est celui de l'Afrique du Sud, et c'est lui qu'il faut situer dans la perspective de ces affrontements de la politique mondiale.

### POSITION CLÉ DE L'AFRIQUE DU SUD

Un regard sur une mappemonde, en l'occurrence infiniment plus parlante qu'une carte, montre que le Cap occupe une position centrale dans l'hémisphère sud. Avec le raccourcissement des distances, le Brésil et l'Argentine, d'une part, l'Australie, d'autre part, peuvent être protégés et, éventuellement, défendus, beaucoup plus facilement si l'Afrique du Sud est solidement tenue. L'Océan Indien ne peut être contrôlé sans elle, et la dernière guerre a montré que l'impossibilité pour les Japonais de s'y établir a été l'un des échecs stratégiques principaux de l'alliance germano-japonaise. L'Angleterre, qui a été dans le monde moderne l'un des rares pays à avoir la conscience profonde de ce qu'était une puissance mondiale, n'avait pas pour rien fait de

cet océan le centre de sa politique. C'est d'ailleurs pour cela qu'en même temps qu'elle éliminait Napoléon, elle s'installait au Cap.

Or, cette Afrique du Sud, située à ce point, est devenue la première puissance — et de loin — du continent africain, dans tous les domaines, industriel, financier, militaire. Toute mainmise communiste sur l'Afrique au sud de l'Equateur est impossible tant que cette puissance subsiste et maintient son opposition fondamentale tant à l'U.R.S.S. qu'à la Chine. Au-delà de toute autre considération, il y a d'abord celle-là.

## BLANCS ET NOIRS EN AFRIQUE DU SUD

Cela dit, il serait vain de nier que la question d'Afrique du Sud pose des problèmes qui se résument finalement dans la conception que les Blancs qui l'habitent ont de leurs rapports avec les Noirs. Comment poser ce problème en des termes aussi éloignés d'une approbation inconditionnelle que d'une critique systématique de la politique pratiquée en Afrique du Sud ?

La première remarque est que les Blancs ont les mêmes droits à l'occuper que les Noirs. L'Afrique n'est un continent noir ni au Nord ni au Sud. Dans ces deux zones, les Blancs sont arrivés il y a plusieurs siècles, douze au Nord, quatre au Sud, et cela vaut titre. S'il n'en était pas ainsi, les Canadiens et les Américains, qui sont arrivés dans leurs pays respectifs en même temps ou après les Hollandais et les Français qui ont, les premiers, peuplé la région du Cap, n'auraient aucun droit à les occuper. Quant aux Noirs qui s'y trouvent à leurs côtés, ils ne sont nullement originaires de l'Afrique du Sud. Ils y sont venus à peu près en même temps que les Blancs, parfois après. Bien entendu, si les Hollandais et les Français les avaient fait disparaître, comme on l'a fait dans d'autres pays pour les occupants précédents, le problème ne se poserait pas. Il paraît difficile d'en faire grief à ces Blancs-là...

La seconde est qu'ils ne sauraient être considérés comme formant un peuple de coloniaux. L'Afrique du Sud est un Etat comme un autre, peuple d'hommes qui n'ont pas d'autre patrie, et qu'on ne saurait éloigner de la terre qu'ils ont transformée depuis près de quatre siècles. S'il est vrai que les Israéliens ont le droit le plus absolu de demeurer en Israël, et d'y avoir un Etat, les Blancs d'Afrique du Sud ont des droits analogues, pour des raisons du même ordre. Il en résulte que les efforts qu'on fait pour parler de la nécessité d'achever la décolonisation de l'Afrique en renversant le régime de Pretoria ne reposent sur aucune base. Le problème de l'Afrique du Sud n'est pas un problème colonial. S'il y a eu une guerre coloniale dans ce pays, elle a eu lieu il y a 70 ans, elle a opposé les Boers aux Anglais, comme en 1780, une autre semblable opposa aux mêmes Anglais les colons des 13 colonies d'Amérique. En Amérique,

l'Angleterre a perdu. En Afrique du Sud, elle a gagné, mais elle a dû, cinquante ans après, renoncer à toute souveraineté sur le territoire, qui est, lui aussi, sur ce point, décolonisé. Son originalité — qu'il partage avec les pays d'Amérique du Nord comme du Sud — c'est que ce sont des Blancs qui se sont affranchis d'autres Blancs.

On arrive ainsi à la troisième remarque qui touche aux problèmes des rapports entre races, tels qu'on les conçoit à Pretoria. Là non plus, on ne saurait, en quelques paragraphes, faire le tour d'une question si difficile. On peut observer, en tout cas, que ni l'U.R.S.S. ni la Chine, où un racisme très chauvin règne, souvent depuis de longs siècles, et n'a pas disparu, ne sont habilités à faire la moindre leçon à l'Afrique du Sud. On peut sans doute dire à ce pays qu'il ne pourra pas éternellement obliger 500.000 Noirs à résider dans des villes immenses et tristes aux portes de Johannesburg, alors qu'ils viennent y travailler, et sont une des sources de la prospérité. Mais une critique de ce genre ne peut être faite par l'U.R.S.S. qui a inventé les camps de concentration, et y a détenu des dizaines de millions de citoyens. Entre Soweto et ses alignements monotones de tristes maisons, ses interdictions et parfois ses misères, et les camps de travail de la Sibérie, aucune comparaison même n'est possible.

## CE QUI DOIT CHANGER

Cela étant écrit, il faut dire clairement qu'en 1971, il n'est pas concevable de considérer une race entière autrement que comme une race humaine. C'est cela que l'Afrique du Sud doit comprendre. Certes, sur le plan matériel, les Noirs d'Afrique du Sud sont beaucoup plus heureux qu'ailleurs, plus riches, mieux nourris, mieux soignés, mieux instruits (les Etats-Unis mis à part). Comparée à la Guinée ou au Congo-Brazzaville, l'Afrique du Sud est un paradis matériel pour les Noirs, qui y affluent clandestinement de partout. Mais les hommes veulent autre chose que bien vivre. Ils veulent de la considération et qu'on les reconnaisse comme des égaux. Les Noirs d'Afrique du Sud ne peuvent pas éprouver ces sentiments-là et les Blancs qui vivent auprès d'eux doivent le comprendre.

L'Afrique du Sud le comprend peut-être mieux qu'on ne le croit à distance. L'ouverture en direction des autres pays africains en témoigne, comme l'ont bien compris des hommes aussi différents que le Président de Madagascar, celui du Malawi, de la Côte d'Ivoire ou du Ghana et beaucoup d'autres. Des mesures prises dans le pays en témoignent aussi. Mais devant le caractère sérieux de la pénétration communiste au Sud de l'Equateur, et dans l'Océan Indien, qui peut amener, d'ici cinq à dix ans, l'U.R.S.S. et la Chine à y occuper des positions de force, il importe que l'Afrique du Sud et les pays non-communistes : ceux d'Europe occidentale, comme les Etats-Unis, le Canada, l'Australie ou le

Japon, d'autres encore, prennent conscience de la double nécessité suivante.

### EFFORTS RÉCIPROQUES

S'agissant de l'Afrique du Sud, elle doit comprendre que pour s'intégrer dans un ensemble de puissances décidées à s'unir à elle pour défendre une route vitale, elle doit mettre sa politique intérieure en meilleure harmonie avec sa nouvelle politique extérieure. Elle ne peut espérer trouver des amitiés sûres en Afrique noire, et des appuis solides auprès des autres nations blanches, si elle n'accélère pas la révision progressive de sa politique de relations avec ses peuples de couleurs. De l'extérieur, nul ne peut lui donner de conseils au sujet d'un problème dont les implications psychologiques et politiques sont graves et délicates. Mais on doit savoir à Pretoria que la pire des solutions serait de demeurer figé dans des conceptions dépassées. Telle n'est sûrement pas l'intention de M. Vorster. Puisent ses compatriotes le pousser au lieu de le retenir, et on peut se demander si plus de hardiesse de la part du gouvernement ne serait pas finalement mieux accueillie par l'immense majorité de son opinion qu'il ne le croit.

S'agissant des pays non-communistes, ils doivent se refuser à prendre des attitudes inamicales, souvent démagogiques et irresponsables. Qu'ils méditent les déclarations du Président de la Côte d'Ivoire qui a compris, lui, qu'un dialogue franc et courageux était beaucoup plus fructueux que toutes les motions de l'O.N.U. et toutes les menaces de l'O.U.A. Etant donné la gravité de la menace qui pèsera sur l'Afrique australe dans les années à venir, les pays non-communistes doivent juger l'Afrique du Sud non pas seulement en fonction de sa politique à l'égard des Bantous ou des Indiens, mais aussi en fonction du rôle qu'elle joue et qu'elle jouera pour contenir l'avance du communisme dans l'hémisphère sud. Il est parfaitement légitime qu'ils considèrent que la politique raciale de l'Afrique du Sud justifie leurs critiques, qu'ils s'efforcent de la convaincre de leur bien-fondé, et d'ailleurs personne ne leur demande de l'approuver. Mais le pire pour la paix du monde et le bonheur même de l'Afrique et des Africains serait que l'U.R.S.S. ou la Chine réduisent à la vassalité les pays de l'Afrique australe et l'ensemble des îles qui gravitent autour de Madagascar.

Georges ALBERTINI.

## Les partis politiques d'Afrique et l'U.R.S.S.

EN octobre 1970, a été publié à Moscou, sous les auspices de l'Institut africain de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., un ouvrage intitulé : « *Les partis politiques d'Afrique* », qui constitue la première monographie soviétique concernant les organisations, les mouvements et les partis politiques du continent africain.

Sous la direction et la responsabilité de V. G. Solodovnikov, directeur de l'Institut africain, une équipe d'experts et d'africanistes soviétiques a collaboré à ce livre qui, fait intéressant, n'a édité qu'à 3.700 exemplaires. Ce tirage limité permet de penser qu'il s'agit là d'un ouvrage destiné seulement aux spécialistes et aux responsables de la politique soviétique en Afrique. Le ton inhabituel, franc pour un tel livre, et les critiques exprimées par les auteurs à l'égard de conceptions souvent trop élémentaires de certains responsables des affaires africaines en U.R.S.S. montrent également que cet ouvrage, s'il se veut à caractère scientifique, est, en fait, un instrument d'action politique destiné à faciliter le travail de tous ceux qui participent au développement de l'action de l'U.R.S.S. en Afrique, en particulier par le truchement de certains partis politiques africains.

C'est ainsi que, tout en critiquant les thèses « utopiques » de quelques leaders politiques africains, les auteurs font remarquer que bon nombre d'experts soviétiques se font une idée trop simpliste des dirigeants africains. Le

livre contient des biographies de plusieurs de ces dirigeants destinées notamment à mettre en évidence qu'il ne peut y avoir de réaction automatique « lorsqu'on définit des sympathies politiques sur la base de l'origine sociale... Comme d'autres continents, l'Afrique connaît des exemples de dirigeants politiques ayant refusé de servir leur classe. Ces exemples prouvent qu'il est incorrect d'assimiler la couche aristocratique des chefs aux réactionnaires, sans faire aucune réserve, thèse qui est diffusée assez généralement dans la littérature africaniste (soviétique) ».

L'ouvrage attache de l'importance à ce que les experts soviétiques appellent « *les partis démocratiques-révolutionnaires* » ou « *partis socialistes nationaux* ». On cite et on analyse les structures des partis des pays et des territoires suivants : Guinée, Algérie, R.A.U., Tanzanie, Congo-Brazzaville, Angola, Guinée portugaise et Mozambique. Selon les auteurs de l'ouvrage, les partis « démocratiques-révolutionnaires » de ces pays et territoires peuvent devenir des « *détachements sûrs du mouvement communiste et ouvrier sur le plan africain et international* ». Chacun de ces partis « *ayant un caractère populaire* » doit être « *transformé* » en parti de type communiste. A cet égard, « *l'établissement d'un système gouvernemental à parti unique est l'un des succès les plus importants remportés par les partis du type démocratique-révolutionnaire* ».

Toutefois, les auteurs mettent immédiatement en garde les spécialistes soviétiques chargés de la politique africaine de l'U.R.S.S., pour qu'ils n'accordent pas un soutien total et inconditionnel à ces « partis uniques » aujourd'hui au pouvoir car il n'est pas impossible qu'à l'avenir « le système de parti unique » ne soit pas remplacé par un système pluri-partite.

« Ce système (à parti unique), affirment les africanistes russes, correspond à l'état actuel des relations sociales dans les pays progressistes de l'Afrique tropicale. Mais les structures sociales des pays africains traversent en ce moment une période de changements houleux, de nouvelles forces sociales apparaissent sur l'arène historique, notamment le rôle politique de la classe ouvrière devient de plus en plus visible. Dans ces conditions, tout dogmatisme en matière d'appréciation du système à parti unique dans l'histoire concrète d'un pays donné en Afrique pourrait entraîner des erreurs graves ».

L'ouvrage des africanistes soviétiques précède ensuite que la tendance à former des administrations où le pouvoir se trouve entre les mains d'un seul homme « disparaîtra inévitablement, mais il faudra probablement longtemps pour que ce problème soit entièrement résolu ». A plusieurs reprises, les auteurs signalent qu'il existe dans les pays africains à parti unique des « oppositions » qui agissent aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de ces partis. Pendant un certain temps, disent les auteurs, il sera possible de réprimer ces oppositions, mais « tôt ou tard des troubles sérieux éclateront à la suite desquels il ressortira clairement qu'il est impossible de considérer le système à parti unique comme une panacée ».

Ces « troubles » ont déjà eu lieu dans plusieurs pays africains, « troubles » qui ont été suivis souvent par des coups d'Etat militaires. Les africanistes soviétiques condamnent les gouvernements militaires issus des putschs et leur prédisent un avenir très limité : « Le remplacement d'un gouvernement de bureaucrates mercenaires par des officiers qui sont souvent incompetents ne décide rien en lui-même... Il est certain qu'il est impossible de mettre en œuvre même des programmes corrects en ne comptant que sur l'armée et en rejetant délibérément les formes politiques qui permettent d'orienter les masses, c'est-à-dire les partis. Il est inévitable que le terrain favorable à la formation de nouveaux partis subsiste dans les pays où les gouvernements militaires écrasent la vie politique d'une façon générale ».

Revenant aux « partis démocratiques-révolutionnaires », les auteurs affirment que ceux-ci sont entrés dans une phase nouvelle, le processus étant « assorti d'une intensification de la discussion autour des questions idéologiques, d'un intérêt croissant à l'égard de l'enseignement marxiste-léniniste. Le succès des partis dans cette nouvelle phase dépendra en grande partie de la manière dont ces nouvelles tendances se consolideront dans la pratique et de la rapidité avec laquelle les nouvelles tendances seront comprises et assimilées en tant que normes du parti... »

« Il ressort des faits que la transformation des partis démocratiques-révolutionnaires populaires d'aujourd'hui en partis de type d'avant-garde (c'est-à-dire communistes) figure à l'ordre du jour. On ne peut pas dire qu'il existe une unanimité sur cette question dans la pensée politique des démocrates-révolutionnaires. Si le processus de transformation des partis actuels en partis socialistes d'avant-garde (communistes) a commencé dans la pratique, il n'en reste pas moins qu'il est extrêmement lent et qu'il se poursuit de façon contradictoire... »

« Lorsque l'influence exercée par les syndicats, le mouvement de jeunesse et les organisations de paysans reste forte au sein des partis démocratiques-révolutionnaires, la tendance à leur transformation en parti d'avant-garde (communiste) commence à se dessiner de plus en plus nettement. Généralement, ce processus correspond à la logique de la lutte des classes. L'ancien front anti-colonial se désintègre lentement et les partis démocratiques-révolutionnaires se trouvent devant l'alternative suivante : continuer leur alliance avec la bourgeoisie ou prendre fermement partie aux côtés des ouvriers et des paysans... ».

En dépit de « la faiblesse relative des contradictions de classes dans les villes » et « la survivance de la vie traditionnelle » en milieu paysan africain, les experts soviétiques paraissent convaincus que « la lutte des classes » ira en se développant en Afrique. « Le fait que la différence des classes suit son cours normal en Afrique reste incontestable... Ce processus atteint également les régimes à parti unique... Il se peut que cette lutte se poursuive au sein d'un parti qui est officiellement unique, mais sa base de classes ne fait aucun doute. On ne peut non plus négliger l'opposition extra-parlementaire, qui est généralement illégale dans un gouvernement à parti unique ».

Les auteurs critiquent ensuite les « démocrates-révolutionnaires » qui nient que le communisme puisse « avoir de véritables racines sur le continent africain... Les thèses fondamentales sur lesquelles reposent les programmes des partis démocratiques-révolutionnaires coïncident souvent avec celles des partis marxistes-léninistes ou de ceux qui leur sont apparentés. En même temps, les thèses des communistes et des démocrates-révolutionnaires ne coïncident pas toujours au sujet d'un grand nombre de questions. Ceci est compréhensible. Les partis démocratiques-révolutionnaires ne sont pas marxistes à tous les égards. Leurs effectifs de base sont souvent composés de paysans ayant hérité, à cause des longues années de joug colonial, d'un attardement politique et culturel et d'un fanatisme religieux... Cependant, des représentants de l'intelligentsia africaine et de la jeune classe ouvrière, inspirés par des idées de socialisme scientifique œuvrent activement dans les organes centraux de ces partis ainsi qu'à des échelons intermédiaires et inférieurs ».

Soulignant que les communistes africains ont à faire face à des situations difficiles et complexes, les africanistes soviétiques termi-



nent leur ouvrage en donnant quelques aperçus intéressants concernant les tactiques recommandées. La principale tâche pour les communistes africains est d'élargir leur « base d'appui » qui ne doit pas être seulement formée par « une minorité sûre et consciencieuse », mais toute « la masse des travailleurs ». « *L'élaboration de tactiques correctes par les communistes pour les partis démocratiques-révolutionnaires au pouvoir revêt une importance particulière... En entrant dans les rangs des partis démocratiques-révolutionnaires populaires et en y remplissant des fonctions quotidiennes, les communistes contribuent à orienter ces partis vers la révolution* ».

« *Mais l'entrée de membres du Parti communiste dans un parti au pouvoir ne doit pas être comparée par les communistes à une dissolution de leur parti. Au contraire, ils doivent s'efforcer à élever le parti démocratique-révolutionnaire au niveau d'une avant-garde socialiste consciente, d'une étroite union de personnes ayant vraiment les mêmes idées. Il est naturel que ce faisant, les communistes doivent compter sur l'aile gauche, sur les éléments les plus révolutionnaires, et surmonter la résistance des éléments nationalistes de droite* ».

« *Il n'y a qu'un moyen de mettre un terme à l'influence idéologique exercée dans un parti démocratique-révolutionnaire par les éléments hostiles à l'esprit du socialisme, c'est de procéder à des épurations régulières des éléments étrangers et fortuits dans ses rangs* ».

En conclusion, les africanistes soviétiques envisagent dans leur ouvrage deux possibilités fondamentales qui permettraient aux communistes de contrôler les pays africains. Primo : « révolutionner » les partis au pouvoir à partir de l'intérieur jusqu'à ce que ces partis se transforment en partis de type communiste, ce qui implique l'épuration de tous leurs adversaires ; secundo : mener une action inlassable en dehors du parti au pouvoir en « se servant de l'expérience des partis communistes et ouvriers ayant une plus grande maturité... ».

« *Les communistes africains doivent s'efforcer de maîtriser les différentes formes de lutte pour les intérêts fondamentaux des travailleurs — ceci allant des formes pacifiques et parlementaires jusqu'aux formes armées — afin d'être prêts pour tout changement de la situation politique* ».

★★

Dans une interview donnée à *Temps Nouveaux* (7 avril 1971), Solodovnikov a protesté contre les interprétations auxquelles a donné lieu en Occident l'ouvrage dont il a assumé la responsabilité. Il a parlé à leur sujet de « falsification », et il a pris pour exemple « *une question soulevée par ces messieurs du Sunday Telegraph, l'attitude des marxistes envers la religion* ».

A ce sujet, il cite quelques extraits du livre (pages 163 et 164, précise-t-il) et l'on est confondu à la pensée qu'il puisse considérer ce texte comme prouvant que les communistes ne sont pas des ennemis de la religion.

Voici ce texte :

Semblant prévoir la réaction de la propagande occidentale, les auteurs écrivent en pp. 163-164 : « Le procédé favori des anticommunistes consiste à déformer délibérément la position des marxistes sur une autre question importante : celle de la religion... *La philosophie matérialiste marxiste-léniniste est incompatible avec la religion*. Mais les communistes n'ont jamais estimé que les croyances religieuses des travailleurs doivent les empêcher de lutter contre le régime capitaliste exploiteur. Bien au contraire, ils ont toujours souligné la communauté des intérêts des travailleurs dans leur lutte pour l'instauration du régime socialiste. On sait que Friedrich Engels prenait fermement position contre Dühring qui réclamait l'interdiction de la religion dans la société socialiste... Les communistes pensent que, compte tenu des conditions de vie dans les pays arabes et du caractère de l'Islam, la foi religieuse des travailleurs ne peut être un obstacle dans la voie des transformations socio-économiques de caractère socialiste... Les forces progressistes au pouvoir affirment que le Coran n'empêche pas la réalisation de transformations socialistes ».

Les auteurs soulignent ensuite que « les communistes partent du fait que les divergences philosophiques seront surmontées dans la lutte contre la réaction intérieure et extérieure, qui tente vainement d'utiliser l'Islam comme un instrument du maintien des rapports sociaux d'exploitation ».

« Surmonter les croyances religieuses des larges masses laborieuses, écrivent-ils, est une tâche extrêmement complexe. Il y faut non des années, mais des décennies. C'est pourquoi les programmes des partis communistes reconnaissent la liberté de conscience. Le programme du P.C.U.S. proclame : « Le parti utilise les moyens d'influence idéologique pour éduquer les hommes dans l'esprit de la conception matérialiste scientifique du monde, pour surmonter les préjugés religieux sans blesser les sentiments des croyants ». Les ennemis du communisme tenteront encore d'exploiter les croyances religieuses des travailleurs à des fins de propagande anticommuniste. Aussi bien les communistes, notamment africains, explicitent inlassablement aux masses leur programme, les entraînant dans la lutte pour l'édification d'une société socialiste, qu'elles croient ou ne croient pas en Dieu ».

Ce texte confirme la destination de l'ouvrage. Il s'adresse aux communistes qui vont avoir à travailler en Afrique. A ceux-là qui ne peuvent pas manquer d'être surpris et choqués par la place que tient la religion dans la société africaine — notamment dans les pays d'Islam — il est bon de donner des conseils sur l'attitude qu'ils doivent tenir.

Au lieu d'attaquer la religion de front, comme les communistes l'ont fait jadis dans les pays occidentaux, il faut composer avec elle, bien entendu du seul point de vue tactique.

Il est réaffirmé, pour que nul ne s'étonne — ou ne s'égare — que « *la philosophie matérialiste marxiste-léniniste est incompatible avec la religion* », mais cela ne doit pas empêcher les communistes d'accepter et de chercher le concours des croyants dans l'action révolution-



naire en vue de la conquête du pouvoir. Ce n'est que par la suite, une fois le pouvoir conquis, que l'on entreprendra d'éduquer les hommes dans un autre esprit et de les amener à « surmonter les préjugés religieux ».

Ainsi les communistes n'ont pas à se créer des difficultés supplémentaires en s'attaquant dès maintenant « aux préjugés religieux ». Partout où les croyants paraissent disposés à faire un bout de chemin avec les communistes, il faut s'employer à les rassurer. Après, on pourra s'employer à les ramener à une vue plus juste des choses, et, s'ils ne trouvent pas la

chose de leur goût, cela n'aura plus d'importance. Il sera trop tard pour eux. Ils ne pourront plus réagir.

\*\*\*

Cet ouvrage des africanistes soviétiques, qui par bien des aspects apparaît comme un manuel de l'activisme communiste, montre combien les dirigeants de l'U.R.S.S. restent intéressés par les problèmes africains et à quel point ils sont décidés à tout mettre en œuvre pour développer le communisme sur l'ensemble de l'Afrique.

## Le plan quinquennal 1966-70 Bilan agricole

ON a vu que le bilan industriel du P.Q. qui s'est achevé en 1970 n'est pas brillant. Le bilan agricole l'est encore moins (1).

En formulant, en 1966, leurs prévisions industrielles, les successeurs de Khrouchtchev se sont montrés modérés et prudents ; quant aux prévisions agricoles, leur prudence est plus que de la discrétion : ils n'ont fixé des objec-

tifs chiffrés que dans des cas fort rares, en usant de circonlocutions qui obligeaient les commentateurs à calculer eux-mêmes les chiffres à réaliser.

Avant d'indiquer les résultats, nous communiquons ci-après ce que l'agriculture a reçu de l'Etat :

	1968	1969	1970
Investissements (a) .....	14,7	16,7	plus de 19
Tracteurs (b) .....	292	303	308
Camions (b) .....	146	154	156
Combinés à céréales (b) .....	98	92	97
Arracheuses de betteraves (b) .....	11	11	10
Charrues pour tracteurs (b) .....	192	201	207
Engrais minéraux (c) .....	36	38,8	46

(a) Milliards de roubles. — (b) Mille unités. — (c) Millions de tonnes.

Ces chiffres paraissent importants. Mais dans la mesure où une comparaison est possible (du fait de l'absence de nombreuses prévisions), ils sont inférieurs aux objectifs fixés par le plan quinquennal. Celui-ci n'avait pas indiqué de prévisions pour l'année terminale (1970), mais pour la période 1966/70.

### Quantités livrées à l'agriculture (1966-1970)

	Prévisions	Résultats
Tracteurs (a) ....	1.790	1.466
Camions (a) ....	1.100	708
Combinés à cér. (a)	550	469
Engrais minér. (b)	55 (c)	46 (c)

(a) Mille unités. — (b) Millions de tonnes. — (c) Pour l'année terminale 1970.

Les résultats sont donc inférieurs aux prévisions :

- de 35 % pour les camions,
- de 18 % pour les tracteurs,
- de 16 % pour les engrais,
- de 15 % pour les combinés à céréales.

### LE MYSTÈRE DE LA RÉCOLTE CÉRÉALIÈRE

Dans ces conditions, il n'est point étonnant que la production agricole continue de piétiner sur place. Elle est supérieure à celle de 1969, qui fut une année désastreuse, mais elle n'atteint que pour de rares produits les maxima précédemment réalisés. Signalons en outre ce fait absolument insolite que le bilan

(1) Voir *Est et Ouest*, n° 465, des 1-15 avril 1971. — Par suite de l'abondance des matières, nous avons dû retarder la publication de plusieurs articles de Lucien Laurat. Nous prions nos lecteurs et notre collaborateur et ami de nous en excuser. C. H.

officiel de 1970 s'abstient de communiquer le chiffre de la récolte céréalière. Celui-ci, d'habitude, était publié dès le 7 novembre (festivités commémoratives du coup de force de 1917) quand la récolte était bonne, et de toute façon dans le bilan annuel de fin janvier. Cette fois-ci, c'est le silence absolu. On ne communique même pas l'aréage des emblavures. C'est tout juste si l'on condescend à nous apprendre que 73 millions de tonnes de grains ont été livrés aux centres de collecte.

Le correspondant du *Monde* à Moscou fait état (numéro du 16 février) de 185 millions de tonnes, avec toutes les réserves d'usage. Si ce chiffre était exact, on se serait empressé de le

publier, car le maximum prévu jusqu'à présent depuis 1956, et jamais atteint, était de 180 millions de tonnes.

Le P.Q. qui vient de s'achever n'a indiqué des prévisions — et très indirectement — que pour les céréales, la viande et les œufs. Dans un discours prononcé en octobre 1968, Brejnev avait fixé quelques objectifs pour « les prochaines années », donc pour 1970 ou 1971 au plus tard, en ce qui concerne précisément les céréales, et en outre le coton, les betteraves, les pommes de terre, la viande, le lait, les œufs et la laine.

C'est de ces chiffres que nous nous servirons dans la comparaison ci-dessous.

#### Production 1970

	Résultats		Prévisions 1970
	1965 (a)	1970	
Céréales (b) .....	121,1	?	170 (*) — 190 (**)
Betteraves sucrières (b) ..	72,3	78,3	90 (**)
Pommes de terre (b) .....	88,7	96,6	115 (**)
Coton (b) .....	5,7	6,9	7 (**)
Viande (b) .....	10,0	12,3	12,5 - 13 (*) — 14-15 (**)
Lait (b) .....	72,6	82,9	90-92 (*) — 90-95 (**)
Œufs (c) .....	29,1	40,4	45 - 50 (**)
Laine (d) .....	356,9	415,0	450 - 500 (**)

(\*) Fixées en 1966 par le P.Q.; (\*\*) Discours Brejnev d'octobre 1968; (a) Dernière année du plan septennal; (b) Millions de tonnes; (c) Milliards d'unités; (d) 1.000 tonnes.

Il ressort de ce tableau que les objectifs agricoles du plan quinquennal qui vient de s'achever n'ont pas été atteints. Les résultats sont particulièrement décevants pour les betteraves, les pommes de terre, le lait, les œufs et la laine. Le chiffre relatif à la viande (12,3 millions de tonnes) nous paraît sujet à caution. Le plan n'a donc pas plus été réalisé dans l'agriculture que dans l'industrie, malgré la modestie de ses objectifs.

Les résultats paraissent cependant en progrès sensible sur ceux de 1965, dernière année du plan septennal. Cela tient à ce que 1965 fut une année particulièrement mauvaise. Les résultats de 1970 sont plus que médiocres quand on les compare aux maxima atteints au cours des dernières années.

Le tableau ci-dessous confronte les résultats de l'an dernier avec les maxima précédents :

	Maxima précédents	Prod. 1970
Céréales .....	171,2 (1966)	?
Betteraves sucr.	94,3 (1968)	78,3
Pommes de terre	102,2 (1968)	96,6
Coton .....	6 (68-69)	6,9
Viande .....	11,8 (1969)	12,3
Lait .....	82,3 (1968)	82,9
Œufs .....	37,2 (1969)	40,4
Laine .....	415,0 (1968)	415,0

Cette comparaison met en évidence qu'il y a faible progrès sur les maxima précédemment atteints pour le coton, la viande, le lait et les œufs, que la production de la laine est remontée à son chiffre de 1968 et que la rechute est brutale en ce qui concerne les betteraves et les pommes de terre.

#### LE TROUPEAU

Le dernier plan quinquennal s'est prudemment abstenu de formuler des prévisions quant aux effectifs du troupeau. Dans son discours déjà mentionné, Brejnev n'en a pas soufflé mot non plus. Aussi est-il impossible de savoir si le P.Q. 1966/70 se solde par un succès. Mais comme nous connaissons les promesses faites en 1959 pour 1965 par le plan septennal, il nous

APRES AVOIR LU

EST & OUEST

ENVOYEZ-LE A UN AMI

est loisible de confronter les chiffres de 1970 avec ceux prévus pour 1965. Cette confrontation donne ceci :

*Effectifs du troupeau*  
(millions de tête à la fin de l'année)

	1970	1965	
		Prévis.	Résult.
Bovins .....	99,1	109,0	93,4
dont vaches ..	41,0	49,0	40,1
Ovins .....	137,7	189,0	129,8
Ovins - caprins	143,2	(a)	135,3
Porcs .....	67,2	(a)	59,6

(a) Chiffres non communiqués.

Les effectifs de 1970 sont supérieurs à ceux de 1965 :

- de 13 % pour les porcs,
- de 6 % pour les ovins et bovins,
- de 2 % pour les vaches.

Mais ils sont inférieurs aux prévisions pour 1965 :

- de 9 % pour les bovins,
- de 16 % pour les vaches,
- de 27 % pour les ovins.

Cet accroissement plutôt modeste entre 1965 et 1970 s'accompagne d'un nouveau recul du secteur privé, ainsi que l'attestent les chiffres ci-dessous (millions de têtes) :

*Bovins*

	1965	1970	Différen.
Total .....	93,4	99,1	+ 5,7
Secteur coll. ....	65,5	74,2	+ 8,7
Secteur privé ....	27,9	24,9	- 3,0

*Vaches*

	1965	1970	Différen.
Total .....	40,1	41,0	+ 0,9
Secteur coll. ....	23,5	25,5	+ 2,0
Secteur privé ....	16,6	15,5	- 1,1

*Ovins et caprins*

	1965	1970	Différen.
Total .....	135,3	143,2	+ 7,9
Secteur coll. ....	103,1	110,2	+ 7,1
Secteur privé ....	32,2	33,0	+ 0,8

*Porcs*

	1965	1970	Différen.
Total .....	59,6	67,2	+ 7,6
Secteur coll. ....	41,3	50,8	+ 9,5
Secteur privé ....	18,3	16,4	- 1,9

On voit que le secteur collectif augmente dans une large mesure en grignotant le secteur privé. Mais en sabotant la croissance de celui-ci, les dirigeants ralentissent la croissance du troupeau dans son ensemble. Il en résulte que le troupeau comparé au chiffre de la population — et c'est cela qui compte — demeure stagnant.

**MOINS D'ANIMAUX  
QUE SOUS LES TSARS**

Nous comparons ci-dessous le nombre d'animaux par 1.000 habitants, en choisissant quelques années caractéristiques :

- 1970, terme du dernier P.Q. ;
- 1965, dernière année du plan septennal ;
- 1928, dernière année avant la collectivisation stalinienne ;
- 1916, dernière année avant les révolutions de 1917.

Que l'on veuille bien consulter avec attention le tableau ci-après :

*Animaux par 1.000 habitants*

	1970	1965		1928	1916
		Réalité	Promis (a)		
Bovins .....	406	403	470	470	433
Vaches .....	168	172	211	205	185
Ovins et caprins ....	587	583	815 (b)	978	866
Porcs .....	275	256	(c)	173	149

(a) Par le plan septennal. — (b) Ovins seulement. — (c) Chiffre non communiqué.

A l'exception des porcs, la population soviétique dispose donc aujourd'hui, plus de quarante ans après la collectivisation stalinienne de l'agriculture, de moins d'animaux qu'à l'époque du tsarisme. Aussi n'y a-t-il pas à s'étonner que le bilan économique de 1970 avoue que les besoins des consommateurs en viande n'ont pu être pleinement satisfaits. Par rapport à 1965, il y a (pour 1.000 habitants) 3 bovins de plus, mais 4 vaches en moins. On compte 4 ovins et caprins en plus, le gain en porcs est de 19. Et on reste de loin en-dessous de ce que

Khrouchtchev avait promis, en 1959, déjà pour 1965.

En comparaison de 1928, il y a 64 ovins et 391 ovins et caprins en moins. Les 120 porcs en plus ne compensent pas cette perte. Par rapport à 1916, il y a une perte de 27 bovins et de 279 ovins et caprins et un gain de 126 porcs. Ce qui veut dire qu'en 1916, sous les tsars et en pleine guerre, les gens disposaient de plus de viande qu'aujourd'hui.

LUCIEN LAURAT.

# Que gagnent les chercheurs soviétiques ?

Cette note est une annexe à l'article de Jean Laforêt : *Vicissitudes et tribulations de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.*, publié dans *Est et Ouest*, n° 466, des 16-30 avril 1971.

On trouvera à la fin de la note une courte bibliographie du sujet.

Si nous ne possédons pas d'informations dignes de foi au sujet de la rémunération des académiciens et encore moins au sujet des nombreux avantages en nature attachés à leurs fonctions, en revanche nous sommes assez bien renseignés sur les salaires que perçoivent les chargés de recherche et le personnel administratif des divers instituts soviétiques.

Ce traitement est fonction du grade personnel, de l'ancienneté de l'agent, de ses titres universitaires et aussi de la catégorie dans laquelle est classé l'institut qui l'emploie.

On distingue deux grandes classes de scientifiques, les chercheurs dits confirmés et les jeunes chercheurs. Pour être classé « chercheur confirmé », les qualifications requises sont : grade de docteur ou candidat en sciences, et expérience pratique dont la durée minimum est de 5 ans, parfois de 8 ou 10 ans.

Les instituts de recherche sont classés en catégories I, II et III. Les centres et laboratoires dépendant de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., mais non ceux rattachés aux filiales de cette dernière appartiennent au premier groupe, ce qui constitue — on va le voir — un avantage appréciable tant pour le personnel scientifique que pour les agents techniques et administratifs. En revanche, la plupart des autres instituts, qui sont rattachés tantôt à des ministères techniques, tantôt à des entreprises industrielles, tantôt enfin à l'une des filiales de l'Académie, figurent dans les catégories II et III. Les différences de rémunération étant de l'ordre de 40 % entre la catégorie I, la plus élevée, et la catégorie III, il en résulte une pléthore de personnel dans le premier et une pénurie aiguë dans le second.

D'après l'annuaire statistique officiel (1) pour l'année 1966, le salaire des chercheurs dits confirmés, comme définis ci-dessus, était de 280 roubles par mois, dans un institut de la catégorie I ; de 230 roubles en catégorie II ; et de 200 roubles en catégorie III. Les chiffres que nous venons de citer correspondent au barème pratiqué en 1962. En 1966, ils étaient majorés de 7 à 8 %. A ce moment-là, le salaire le plus élevé était de 300 roubles par mois (pour la catégorie I).

Au taux de change le plus favorable de 5 roubles pour 1 franc, le taux le plus élevé n'était donc que de 1.500 frs par mois, le taux le plus bas oscillant autour de 1.100 frs par mois.

Par contre, si l'on prend le salaire moyen alloué aux scientifiques et aux personnels auxiliaires ensemble, la rémunération mensuelle effective n'aurait été, toujours en 1966, que de 115 à 116 roubles. Soit l'équivalent de moins de 600 francs, donc à peu près l'ancien SMIG français.

Cette moyenne des salaires perçus est à comparer, enfin, aux gains moyens de l'ouvrier soviétique qui, selon la même source officielle, auraient été à la même époque de 95 à 96 roubles par mois. Soit moins de 500 francs.

(1) Cf. *Narodnoe Hozyaystvo, SSSR, Statisticheskii ekonomicheskii ежегодnik* (1966), pp. 567 ss. Voir aussi O.C.D.E., *La politique de la Science en U.R.S.S.* Paris, 1969, pp. 225-27.

Bien que le grand « patron » politique de la recherche scientifique soviétique, V. Trapeznikov, se soit publiquement prononcé en faveur d'un système de primes, pour récompenser les résultats obtenus, il ne semble pas que les chercheurs soviétiques bénéficient d'aucun supplément de salaire qui améliorerait la maigre pitance qu'ils touchent à la fin du mois.

Les directeurs d'institut ont reçu dernièrement le pouvoir de moduler les effectifs des chercheurs qu'ils emploient. Mais ils n'ont pas le droit de transgresser les barèmes des salaires, qui sont fixés par le Comité d'Etat pour les salaires et la main-d'œuvre, organisme rattaché au conseil des ministres et fonctionnant sous le contrôle du ministère des finances.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les responsables de la recherche scientifique en U.R.S.S. se plaignent fréquemment — dans les journaux — du manque d'initiative des chercheurs et des résultats insuffisants ou tardifs que ceux-ci obtiennent en règle générale. Tandis que les directeurs des laboratoires et d'instituts de recherche se font l'écho, dans les mêmes journaux et notamment dans la *Pravda*, des doléances de leurs subordonnés qui s'estiment insuffisamment rémunérés.

J. L.

## L'ACADEMIE DES SCIENCES DE L'U.R.S.S.

### BIBLIOGRAPHIE

Par suite d'une erreur de mise en page dans la bibliographie dont Jean Laforêt avait fait suivre son article « Vicissitudes et tribulations de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. », nous donnons ci-dessous, à sa demande, les titres des ouvrages dont il s'est servi.

V. M.-T. Florinsky, *Russia. A History and An Interpretation*. New-York, McMillan, 1953.

A. Vucinitch, *The Soviet Academy of Sciences*. Stanford University Press, 1961 (série E, n° III).

Helgard Wienert, « Organisation et planification de la recherche dans le système académique », dans O.C.D.E., *La politique de la Science en U.R.S.S.* Paris, 1969.

L.-R. Graham, *The Soviet Academy of Sciences and the Communist Party*. Princeton University Press, 1967.

A. Korol, *Soviet Research and Development*. Massachusetts Institute of Technology Press, Cambridge, U.S.A., 1965.

Tous les renseignements contenus dans EST et OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. Toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin.

# Les enseignements du "décembre polonais" selon Milovan Djilas

Notre « Dossier polonais » (*Est et Ouest* n° 462 — 16-28 février 1971) reproduisait une étude parue dans l'excellente revue de langue polonaise *Kultura* qui paraît en France depuis plus de vingt-cinq ans.

Cette même revue a publié, dans son numéro de mars, un article dû à la plume de Milovan Djilas sur « les enseignements du décembre polonais ». Nous ne partageons pas sur tous les points les jugements de l'auteur de *la Nouvelle classe*, mais ils sont utiles à connaître. Nos lecteurs trouveront donc ici environ les trois quarts de son texte.

*Est et Ouest.*

**L**ES manifestations ouvrières de décembre 1970 à Gdansk, Szczecin et Slupsk, dépourvues de toute emphase, mais si héroïques, n'ont pas été le seul, ni le plus grand élan surgi sur la terre de Pologne. De tels élans marquent l'histoire de la nation polonaise.

Bien que ces récentes luttes n'aient pas fait naître, au début, de grands espoirs, pas plus qu'elles n'ont présagé de solutions immédiates, néanmoins les événements de la côte ouvrent à la nation polonaise et à ses combattants pour la liberté les perspectives de nouvelles possibilités et de nouveaux enseignements. Ces manifestations, en dissipant de nombreuses illusions, ont confirmé bien des vérités qui ne concernent pas uniquement la situation en Pologne. C'est de la connaissance d'eux-mêmes que le *Décembre polonais* a enrichi les pays de l'Est, sur la conscience et les aspirations desquels veillent les bureaucrates autochtones et les divisions soviétiques. Il n'est pas d'homme à qui ce Décembre n'ait apporté des idées neuves et de nouvelles incitations. Pendant ces jours mémorables, l'axe du monde a basculé vers la côte polonaise. C'est là que saignait le cœur de l'humanité, ce cœur qui bat pour la liberté et la fraternité entre les tribus humaines. La Pologne et l'existence humaine ont retrouvé une valeur et un sens.

Les événements de décembre 1970 sont le plus souvent comparés à ceux de Poznan de 1956. Le rapprochement vient de lui-même, puisque dans les deux circonstances, les ouvriers ont joué le rôle principal, et l'une comme l'autre se rattachent à la personne de Gomulka : Poznan à son élévation, la côte à sa chute. En fait, de prime abord, ces événements présentent beaucoup de ressemblances. Cependant la toile de fond historique a changé et les mêmes personnages, les mêmes forces jouent, aujourd'hui, un autre rôle qu'alors.

Les troubles de Poznan ont été à l'aube du « communisme national » avec Gomulka, son protagoniste. La révolte de décembre 1970 en démontre le caractère restreint, éphémère et, en même temps, l'impérialisme du communisme en général, en tant que système, — aussi long-

temps qu'il était sa politique et son économie sur le monopole d'un seul parti, d'un seul groupe d'oligarques et rien ne prouve qu'il en puisse être autrement. La chute de Gomulka signifie plus que le changement d'un dirigeant qui ne s'est pas adapté à son temps : elle traduit la crise de toute une structure, non seulement en Pologne, mais aussi en Europe de l'Est, y compris l'Union soviétique. Des explosions, comme celle de la côte polonaise, ne pouvaient surprendre que les bureaucrates endurcis et les dogmatistes encroutés qui ont étranglé avec une telle brutalité la liberté et les réformes en Tchécoslovaquie.

Nul n'a regretté Gomulka, même pas la bureaucratie de parti la plus conservatrice, celle de l'U.R.S.S. La fin, si peu glorieuse, du dernier communiste « pur » de l'Europe orientale démontre l'usure de tout ce qu'il personnifiait : « esprit de parti », « internationalisme », « léninisme », « centralisme démocratique », « propriété « socialiste » d'Etat ». Les historiens ne pourront guère nier le courage et les mérites de ce révolutionnaire qui a lutté pour l'Etat polonais et l'indépendance nationale (1). Mais il ne pourront pas non plus passer sous silence son aveuglement dogmatique, sa soif du pouvoir, ses vues étriquées. Pendant que tout changeait, en Pologne et dans le monde, Gomulka restait le même. Aussi sa modestie, son esprit de parti et son patriotisme se sont-ils transformés en obstination, en entêtement, en un penchant excessif pour la bureaucratie et la délation. Rares sont dans l'histoire les personnages qui commencèrent leur carrière avec un tel courage pour la terminer aussi honteusement. Encore Gomulka ne peut-il pas se plaindre que l'histoire ne lui ait pas donné de chance. Mais cette chance, il ne l'a même pas mise à profit autant que Kadar, bien que celui-ci ait été hissé au pouvoir par les tanks de Khrouchtchev, à travers les cadavres des jeunes Hongrois, des démocrates hongrois et des communistes démocrates.

Aujourd'hui, on peut affirmer en toute conscience que se trompèrent tous ceux qui ont mis de grands espoirs dans le XX<sup>e</sup> Congrès du Parti soviétique, lequel eut pourtant parmi ses effets de permettre à Gomulka d'arriver au pouvoir. Sans doute, avec le XX<sup>e</sup> Congrès, un nouveau processus commença en U.R.S.S. comme au sein du mouvement communiste international. Processus que l'on appelle habituellement la « déstalinisation », terme très imprécis, dû à la fois au journalisme occidental « de consommation » et à l'argumentation mythomane des communistes. Car, si le « stalinisme » n'est autre chose que la conséquence finale du communisme en tant que théorie

(1) Ces affirmations de Djilas ne recueillent évidemment pas notre approbation (*Est et Ouest*).

et pratique, la « déstalinisation » ne peut pas être autre chose qu'un effort pour atténuer ou remplacer certaines façons de faire qu'il n'est plus possible de maintenir, mais cela afin d'éviter tout changement du système lui-même. Il n'y a pas de communisme qui, sous telle ou telle forme, à tel ou tel degré, ne soit pas également « stalinisme ». De même, il ne peut y avoir « déstalinisation » réelle si elle ne s'attaque pas aux fondements du système communiste. Il s'agit non de la déformation du dogme — par Staline ou un autre — mais bien du dogme lui-même, erroné, inadapté aux conditions modernes, parce qu'il appartient à une autre époque. Khrouchtchev qui ne l'a pas compris — pas plus que les autres « léninistes » anti-staliniens — n'est pas arrivé à réformer le système. Même Dubcek n'a pas rejeté le corset dogmatique : au lieu d'une démocratie institutionnelle, c'est l'anarchie qui s'est installée en Tchécoslovaquie.

Le XX<sup>e</sup> Congrès, en renouant en apparence avec Lénine et le « léninisme », a misé sur la possibilité de redonner à une idéologie monolithique, à un parti monolithique — dont était issue l'incommensurable violence stalinienne — un lustre mythologique et une force sociale créatrice. Mais les intentions des chefs sont une chose, les effets de leur comportement en sont une autre, bien différente ; comme le stalinisme découle des caractéristiques réelles, tangibles du marxisme — et, partant, du « léninisme » — toute « déstalinisation » doit susciter la méfiance à l'égard de l'idéologie marxiste, donc du système que cette idéologie a inspiré. Bien que les formes les plus brutales et les plus stupides de la violence aient été écartées, le non-sens de celle-ci demeure en puissance et en réalité du fait qu'on en a conservé les fondements : le monopole et le monolithisme. Les effets du XX<sup>e</sup> Congrès et des événements qui en découlent sont bien plus graves que leurs initiateurs ne l'avaient envisagé. Les pays de l'Est européen, y compris l'U.R.S.S., ont cessé d'être — chacun à sa manière et à sa mesure — des dictatures totalitaires, mais ils demeurent des dictatures chargées d'un très fort héritage totalitaire et de tendances totalitaires.

Tout le système s'est effondré dans une si-

tuation pleine de contradictions, périlleuse et impossible à démêler. Pour se maintenir, il doit se renier lui-même, ou, plus précisément, renier son créateur, Staline. Dans cette situation, il y avait deux issues : des réformes radicales ou le conservatisme. Les forces conservatrices ayant été plus puissantes, tous les pays de l'Est européen cédèrent au conservatisme. L'U.R.S.S. qui, dans le domaine idéologique, a même reculé, après l'élimination de Khrouchtchev, s'est transformée en une structure bureaucratique impériale, la plus conservatrice du monde contemporain.

L'intervention en Tchécoslovaquie a irréfutablement démontré que le communisme conservateur ne peut se maintenir dans aucun pays sans la présence et la protection des tanks soviétiques. Les conclusions qui s'ensuivent sont encore plus importantes. La bureaucratie soviétique et celles des pays de l'Est rattachées à elles ont bien plus peur des réformes et des réformistes qu'elles ne craignent le « communisme national » et l'abandon du bloc. Si l'intervention a réussi à étouffer les tendances réformistes, elle n'a pu cependant les extirper. Les hérétiques du réformisme sévissent aujourd'hui partout, même en U.R.S.S.

L'étape de la « déstalinisation » appartient d'ores et déjà au passé. L'Europe de l'Est entre désormais dans la période de la lutte pour des transformations intérieures de structure, ainsi qu'en témoignent les manifestations ouvrières de la côte baltique. En décembre 1970, les ouvriers de la côte agirent au nom de la Pologne qui n'a pas péri et que nulle force ne réussira à arracher des cœurs de ses enfants. Ils ont montré à tous les combattants de la liberté que cette lutte n'était pas vaine, qu'elle pouvait apporter des profits immédiats.

Ce qui frappe, c'est que les manifestations de la côte n'ont pas eu un caractère antisoviétique visible. Mais ce fait ne trompe nullement les dirigeants polonais ni, moins encore, les soviétiques. L'absence d'un antisoviétisme spectaculaire indique que le mécontentement et les protestations traduisent la crise du système social. Les manifestants de la côte luttent non pas pour le « communisme national » ou « la voie polonaise vers le socialisme », mais pour les libertés politiques et la justice sociale.

## Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8<sup>e</sup>

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 65 F. pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 100 F. pour un an ou à 130 F. si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.



# L'Eglise face au gouvernement d'Allende

LA Démocratie chrétienne du Chili a ouvert les portes du pouvoir au marxisme : voilà qui ne surprendra pas ceux qui ont lu attentivement le remarquable ouvrage de Fabio Vidigal Xavier da Silveira : « *Frei ou le Kerensky chilien* ». La victoire d'Allende est due pour une bonne part à une fraction de l'Eglise dont l'attitude est inspirée des documents rédigés à Medellin où, en été 1968, s'était réuni le Conseil épiscopal pour l'Amérique latine (C.E. L.A.M.). L'hebdomadaire « *Vision* » (8-5-70) rappelle que le document signé à Medellin, et dont les chapitres sur la justice sociale ont été rédigés par le P. Roger Veckemans, engage tous les évêques. Medellin « représente une victoire quasi totale des progressistes sur les conservateurs ». Mgr Helder Camara a pu affirmer : « Théoriquement, les progressistes ont la prédominance dans notre Continent. Le problème est de passer de la théorie à la réalité ».

Les remous autour de l'« aggiornamento » ont eu moins d'échos en Amérique latine qu'en Europe. L'épiscopat a été beaucoup plus sensible aux réformes de la société temporelle, préconisées par le Concile ou par ceux qui se réclamaient du Concile. Il s'est mis, note « *Vision* », à parler un autre langage : l'Amérique latine s'identifiait davantage au Tiers Monde qu'à l'Occident non-communiste ; la condamnation du sous-développement s'accompagnait de la critique de l'impérialisme et du capitalisme déclaré inhumain. Bien qu'ils aient proscrit le totalitarisme sous toutes ses formes, les évêques attachent désormais moins d'importance à « la ligne antimarxiste habituellement ferme ».

Hypnotisé par les « changements de structures » que doit subir la société, l'épiscopat latino-américain passe sans transition du conservatisme au progressisme, cela au moment où la révolution marxiste menace d'embraser le Continent. Par manque de fermeté doctrinale, il est prêt à toutes les concessions et à toutes les compromissions.

## DE L'ANTICAPITALISME A LA REVOLUTION

« *The Herald of Freedom* » (Zarephath, NJ, 25-12-70) souligne que sans la coopération active du clergé, ni la victoire de Fidel Castro ni la victoire d'Allende n'auraient été possibles. Et le clergé lui-même n'aurait pas adopté une attitude pro-révolutionnaire si les évêques avaient fermement dénoncé le marxisme.

Dans un communiqué publié à Punta de Tralca en septembre 1970 (« *El Mercurio* », Valparaiso, 11-10-70), la Conférence épiscopale chilienne demande aux prêtres de ne pas « céder à la tentation du temporalisme » et de ne pas prendre part aux luttes des partis politiques, émettre des opinions sur des situations qu'ils connaissent mal, ou proposer des solutions à des problèmes temporels. « Il convient de réfléchir sur les périls d'un néo-cléricalisme dans une politisation mal comprise ». Les évê-

ques insistent sur la nécessité d'intensifier la vie de prière et de travailler constamment à l'unité de l'Eglise.

Ce communiqué ne comporte aucune mise en garde contre le communisme : il ne mentionne que les partis politiques en général. Quant à la « tentation du temporalisme », l'épiscopat chilien ne semble pas y avoir toujours résisté lui-même puisque dans une longue lettre du 29 mai, Mgr José Manuel Santos, évêque de Valdivia et président de la Conférence épiscopale, réaffirmait le plein appui donné par l'Eglise à la réforme agraire dont elle fut à l'origine. (Lettre pastorale collective du 23-9-1962). Les évêques chiliens préconisent le partage des biens de la terre entre les paysans et rejettent « une structure capitaliste qui va à l'encontre de la dignité de la personne humaine ». A la veille des élections, une telle prise de position — qui s'abstenait de toute condamnation du « collectivisme » — ne pouvait manquer d'être exploitée par les partisans du candidat d'extrême-gauche.

Dans une lettre adressée à Mgr Santos, le président du Parti National, Sergio Onofre Jarpa, s'est élevé contre le jugement porté par l'épiscopat sur la structure capitaliste et la violence institutionnelle (« *El Mercurio* », 7-6-70). Ce jugement « n'est rien d'autre que la répétition d'une consigne marxiste qui ne résiste pas à la moindre analyse. » Il est absolument faux, écrit S.O. Jarpa, de soutenir que le Chili vive sous un régime basé sur l'exploitation et sur l'injustice. S'il existe des injustices, elles ne constituent nullement une institution !

Si la Conférence épiscopale, emportée par son élan de charité, apporte ainsi de l'eau au moulin communiste, il ne faut pas s'étonner si elle se trouve « dépassée » par le clergé progressiste, lequel n'hésite pas à affirmer sa solidarité avec les mouvements révolutionnaires. Les prêtres et les religieux qui se sont lancés inconsidérément dans la condamnation sans nuances des « structures capitalistes » sont-ils fondés à se voiler la face et à jouer aux prophètes incompris lorsque s'instaure un régime communiste qui n'a fait que porter leurs thèses jusqu'à leur conclusion logique ? Tel est le cas du P. Veckemans qui vient de quitter le Chili après avoir tant contribué à la victoire électorale d'Allende.

## LES DEBOIRES D'UN PROPHETE DES TEMPS NOUVEAUX : LE P. VECKEMANS

A plusieurs reprises, « *Vision* » (8-5-70) rappelle que l'Eglise du Chili est l'une des plus « progressistes » d'Amérique latine et des plus compromises dans « le développement de la communauté et autres programmes d'action sociale ».

L'un des principaux artisans de l'infiltration progressiste dans l'Eglise sous prétexte d'aide au développement et à la promotion sociale a été le P. Roger Veckemans, s.j., d'ori-

gine flamande, ami et agent politique du président Kennedy. Fondateur de la revue « Mensaje », le P. Veckemans a vécu pendant près de trente ans au Chili, où il était considéré comme l'éminence grise d'Eduardo Frei qu'il avait contribué à hisser au pouvoir en 1964. C'est au Chili qu'il a créé le D.E.S.A.L. (*Centro para el Desarrollo social de la America Latina*), véritable université de sociologie aux multiples ramifications dans le Continent. Ses idées avancées, son anti-capitalisme catégorique, ont fait de lui le chef de file de toute l'aile gauche de la Démocratie chrétienne. Son influence a été considérable sur l'épiscopat chilien. La presse d'extrême-gauche le combattait parce qu'il apparaissait comme un dangereux concurrent sur un terrain habituellement occupé par les socialistes et les communistes. La presse de droite et la revue traditionaliste « *Fiducia* » l'accusaient de préparer les voies à un régime marxiste.

La défaite de Radomiro Tomic, candidat à la Démocratie chrétienne lors des élections présidentielles, a conduit le P. Veckemans à quitter le Chili au mois d'octobre 1970. Inquiet des progrès considérables accomplis par les socialo-communistes dont il avait très imprudemment confondu certains de leurs objectifs avec ceux de l'Evangile, il s'était sans doute quelque peu assagi ces derniers temps.

« *Ultimas noticias* » (Santiago, 5-12-70) assure que, sous le règne d'Allende, le D.E.S.A.L. aurait couru de sérieux dangers. C'est pour préserver leur sécurité que le P. Veckemans et le D.E.S.A.L. auraient émigré en Colombie le 18 octobre. Mais l'accueil de la presse colombienne manquait pour le moins d'enthousiasme. « *El Espacio* » affirmait que la police avait soumis le P. Veckemans à des investigations, compte tenu de ses activités extrémistes au Chili. « *La Cronica* » révélait qu'il s'était réfugié en Colombie parce que le Venezuela lui avait refusé le visa. « *Ultimas noticias* » prétend qu'il ne trouvera nulle part le repos à cause de ses idées audacieuses, et va jusqu'à en faire la victime d'une véritable persécution !

Il est pour le moins téméraire de présenter le départ du P. Veckemans comme une marche forcée vers l'exil, imposée par le triomphe du marxisme au Chili. Le « *Diario de las Americas* » (17-12-70) retrace la carrière du Père qui avait administré les millions de dollars dispensés au D.E.S.A.L. par le groupe allemand « *Misereor* » et joui de la généreuse protection de Washington. Dans les années 50, il fondait le Centre Belarmino à Santiago, auquel s'incorporèrent quelques jésuites progressistes « dans le but de mener une vie commune et solidaire », ainsi que la revue « *Mensaje* » dirigée par l'économiste du Centre : le jésuite chilien Hernan Larrain Acuna. Ce n'est évidemment pas dans « *Mensaje* » qu'il faut chercher une quelconque réprobation de la « démocratie socialiste ». Dans son numéro de janvier-février 1970, pour ne citer qu'un exemple, « *Mensaje* » estime que l'Eglise intervient dans les affaires politiques lorsqu'elle dénonce ou condamne le marxisme. « La Hiérarchie devra encourager et respecter les diverses options politiques qui se récla-

ment du bien commun et du respect de l'homme, mais ni sa parole ni son silence ne peuvent favoriser un courant partisan à l'exclusion d'autres qui professent la libération et la dignité de l'homme ».

A son arrivée en Colombie, le P. Veckemans a déclaré : « Je n'ai été et ne suis qu'un théologien et un sociologue, puisque, tout au long de mon activité, jamais je n'ai porté attention aux problèmes de caractère économique ».

Déclaration surprenante quand on connaît l'influence exercée par les orientations du Centre Belarmino sur la « révolution dans la liberté » accomplie par la Démocratie chrétienne : réforme agraire, « chilianisation » du cuivre, intervention croissante de l'Etat dans la vie économique, etc. « La démocratie chrétienne chilienne, sa politique, ses méthodes, son action pratique », poursuit le « *Diario de las Americas* », « ont conduit le Chili à tomber sous la domination marxiste. On ne comprend pas comment le P. Veckemans, père spirituel responsable de cette politique, ne puisse avouer l'erreur de son action ».

Lors de sa conférence de Bogota, le P. Veckemans s'est montré à la fois surpris et affligé par la situation actuelle du Chili. Comme si le gouvernement Allende n'avait fait autre chose que d'instaurer la « révolution dans la liberté » de Frei dont il était l'inspireur !

Qui sème le vent récolte la tempête. Le P. Veckemans et son D.E.S.A.L. peuvent fuir la tempête qu'ils ont provoquée et dans laquelle le peuple chilien est obligé de vivre. Le chemin de l'exil n'est malheureusement pas celui de la réparation...

D'autres viennent maintenant agiter les flots, comme le P. Arturo Gaete, s.j., lors d'une table ronde sur « l'évolution des règles morales en Occident ». Le P. Gaete a relu les textes bibliques avec Hegel, Marx et Freud qui sont « trois des quatre ou cinq grands hommes, artisans de la mentalité moderne ». Pour le P. Gaete, il y a dans l'homme un principe d'auto-destruction et de mort, appelé « *thanatos* » créer un homme nouveau n'est pas personnelle. « La réconciliation entre les hommes s'accomplit d'abord avec la mort du Christ, et pour le reste de l'humanité à travers l'amour et le conflit. Avant, les chrétiens (...) écartaient a priori la lutte des classes. La rencontre passe par cette lutte, par le conflit » (« *El Mercurio* », 25-1-1971).

Le P. Gaete est professeur de philosophie à l'Université catholique de Santiago, ancien vice-recteur de l'Université catholique de Valparaiso, et sous-directeur de « *Mensaje* ». Il n'a pas encore émigré en Colombie...

## LE PROGRESSISME ALLIÉ DU MARXISME

Avant les élections présidentielles de septembre 1970, les progressistes n'ont cessé d'apporter leur appui aux thèses révolutionnaires soutenues par Salvador Allende.

Un groupe de « chrétiens de gauche », composé de religieux, de prêtres et de laïcs, a fondé

à Santiago le « *Centre Medellin* » afin de donner un appui et des directives aux chrétiens « qui sont pour l'option révolutionnaire ». Cette initiative a été approuvée par Mgr Bernardino Pinera et par Mgr Carlos Gonzales, du diocèse de Talca. L'un des membres du nouveau Centre, le P. Pablo Fontaine, a déclaré que « le chrétien de gauche, celui qui se compromet réellement dans une action révolutionnaire, souffre aujourd'hui d'une véritable crise de sa foi. Cette crise se présente comme un combat d'où il peut résulter une purification de sa foi ou sa disparition ». Quant au P. Manuel Ossa, s.j., sous-directeur de la revue « *Mensaje* », il estime qu'« il est nécessaire que les chrétiens comprennent quel est leur apport à la révolution, et travaillent pour elle comme chrétiens. Tel est le but du Centre Medellin » (« *Religion* », Caracas, 9-6-70).

Dans un article intitulé « Le ciel commence ici-bas », l'organe communiste « *El Siglo* » (3-7-70) reproduit avec une évidente satisfaction les déclarations faites à la télévision par le P. Hernan Larrain, s.j., directeur de « *Mensaje* ». « Je ne vois évidemment aucune difficulté à travailler avec les marxistes ». Après avoir assuré que le ciel commençait sur terre, le P. Larrain n'a laissé peser aucune ambiguïté sur sa pensée. « J'insiste : marxistes et chrétiens, nous pouvons nous mettre d'accord pour promouvoir une meilleure justice et une meilleure égalité ». Il s'agit non pas d'un dialogue quelconque, mais d'un dialogue entre hommes de bonne volonté, comme disait Jean XXIII. « Je crois que dans les circonstances actuelles (...) s'il s'établit une plateforme concrète de lutte, à partir de laquelle on se propose réellement de reconquérir la terre pour l'homme, de faire que les hommes soient davantage des frères, que nous ayons tous les mêmes possibilités et que l'homme se réalise pleinement, il est évident que je ne vois aucune raison qui puisse empêcher un chrétien de voter pour un marxiste s'il le juge le plus apte à suivre cette ligne politique et ce destin historique ».

Comme l'écrit « *El Siglo* », ces déclarations sont celles d'« une authentique et honnête conscience chrétienne » !

Un certain nombre de prêtres ont apporté publiquement leur appui à Salvador Allende, comme le P. Dario Marcotti, de Valparaiso, qui soutenait dans « *El Siglo* » (30-8-70) : « L'unique manière d'être chrétien, c'est d'être le peuple, d'être le travailleur, de s'identifier à eux ; l'unique manière d'être fidèle à l'évangile de libération et de justice, c'est de le changer en action au sein des travailleurs. Le Christ fut toujours au milieu de son peuple et démasqua les oppresseurs ». Ajoutons que le « camarade-prêtre » Marcotti (comme l'a appelé Allende à la télévision) est le fondateur de « *Iglesia del Pueblo* », mouvement progressiste très proche de « *Iglesia Joven* ».

Sous la signature de son recteur, l'université catholique du Chili a publié un document qu'a entièrement reproduit « *El Siglo* » (28-9-70). On y retrouve les thèmes habituels de la propagande marxiste, assaisonnés de progressisme. « La foi en Dieu, comprise et vécue à fond, est une impulsion pour la libération de

l'homme et la création d'une société plus juste et plus fraternelle. L'espérance chrétienne fournit de nouveaux motifs et de nouvelles forces pour rompre les aliénations économiques, sociales et culturelles, et créer ainsi une société dans laquelle apparaissent des relations transparentes de vérité, d'amour et de justice ».

Rongée par le progressisme, l'Université catholique est un foyer d'agitation. A la suite de heurts sanglants entre policiers et étudiants, le cardinal Raul Silva Henriquez a dû lancer le mardi 1<sup>er</sup> juillet 1970 à la télévision un appel au calme et formuler une mise en garde contre « des groupes minoritaires qui prétendent imposer à l'immense majorité des Chiliens un climat d'hostilité, de trouble, de méfiance et parfois de terreur. Accepter cela signifie détruire les bases mêmes de notre coexistence citadine ». (« *Vida nueva* », Madrid, 19-7-70). D'autre part, selon l'Agence France-Presse, le P. Paul Dezza, s.j., consultant de la Congrégation pour l'enseignement catholique, se serait rendu au Chili en juillet, chargé d'une enquête sur les infiltrations marxistes au sein de l'université catholique de Santiago (« *La Croix* », 28-7-70).

Le centenaire de la naissance de Lénine a été célébré le 18 avril 1970 en l'église Santa Catalina, à Salvador Cruz (Munoa). Organisée par les cellules communistes de la région, la manifestation a recueilli l'adhésion enthousiaste du curé. Le secrétaire général de l'« Instituto de Investigaciones marxistas », Carlos Maldonado, s'est félicité que cet hommage à Lénine fût rendu dans une église. Dans « *Mensaje* », le P. Hernan Larrain Acuna, s.j., a décrit Lénine « comme un communiste authentique, aux idées à la mesure de l'humanité », tandis qu'Antonio Cavalla Rojas, président de la Jeunesse démocrate-chrétienne, a présenté le chef du marxisme révolutionnaire comme « un exemple presque inaccessible », celui « qui ouvre un chemin important aux travailleurs du monde », le maître indiscutable des « troupes d'assaut au capitalisme ». Dès lors, demande « *Verbo* » (Buenos-Aires, juillet-août 70), pourquoi voter pour Tomic (candidat de la D.C.) ? Voter pour Allende serait beaucoup plus cohérent !

« *Fuerza nueva* » (Madrid, 16-5-70) reproduit les propos tenus par Maximo Pacheco, ministre démocrate-chrétien de l'Éducation : « Je crois que Lénine est l'homme politique le plus éminent de notre époque et qui appartient non seulement à l'Union soviétique, mais au monde entier. J'ai organisé une commission annexe au Ministère de l'Éducation chilienne, qui rédigera un programme de fêtes à l'occasion de cette date. Je suis convaincu qu'il est du devoir des intellectuels chiliens de prendre part à ce qui sera fait pour commémorer le centenaire de la naissance de Lénine ».

Mais s'il apparaît licite que la Démocratie chrétienne et les jésuites progressistes s'unissent aux marxistes pour célébrer Lénine, il est jugé scandaleux de se placer sous la protection de la Vierge pour épargner au pays l'épreuve révolutionnaire ! Les partisans d'Alexandri avaient distribué une image de la Vierge du Carmen, patronne du Chili et de Santa Gemina, avec en légende : « Libranos del Comu-

nismo ». Cette « initiative de mauvais aloi » a soulevé dans la revue « *Vea* » une protestation indignée de Joaquin Alliende Luco, recteur du sanctuaire de Maipù, qui a en outre fait une déclaration, publiée dans le journal communiste « *El Siglo* » (27-8-70), condamnant « l'utilisation de la foi à des fins politiques » !

Pendant ce temps, la Unidad Popular (groupant les partis marxistes et socialistes, les radicaux et des dissidents de la Démocratie chrétienne) publiait un manifeste assurant aux Forces armées de multiples garanties matérielles et les enjoignant à demeurer en alerte devant les « menaces à l'intégrité nationale et à l'indépendance du pays ». L'hebdomadaire argentin « *Esquiù* » (23-8-70) reconnaît le procédé classique de la démagogie d'extrême-gauche qui, en U.R.S.S. comme à Cuba et en Chine, dénonce le péril extérieur pour renforcer son emprise intérieure et pour exporter la subversion.

### LE MOUVEMENT « IGLESIA JOVEN »

La « *Iglesia Joven* » est ce mouvement ultra-progressiste et révolutionnaire qui, en août 1968, avait occupé la cathédrale de Santiago pour protester contre la visite de Paul VI en Colombie, considérée comme de nature à exercer une influence « réactionnaire » !

Le 12 juin 1970, une trentaine de membres de « *Iglesia Joven* » ont provoqué de vifs incidents au moment où le cardinal Raul Silva Henriquez s'appretait à prononcer le sermon lors de la messe célébrée à la cathédrale de Santiago. Expulsés, ils ont poursuivi la « contestation » dans la rue. Dans le tract distribué, ils réclamaient la « justice » au profit des révolutionnaires incarcérés. « Une génération qui s'efforce de penser avec honnêteté ne peut croire dans nos institutions ni dans ses autorités ». Le tract accusait le cardinal de pactiser avec la répression et « de donner carte blanche à la bestialité » ! (« *Puro Chile* », organe officieux du P.C., 13-7-70).

Dans la bibliothèque Vicuna Mackenna de Vina del Mar, un cycle de conférences sur le thème « l'Eglise et la libération de l'Amérique latine » a été organisé par la « *Corporacion Amigos de la Biblioteca* ». La première conférence traitait de « l'Eglise du peuple, ce qu'elle est, ses projections ». Le P. Ignacio Pujadas a rappelé les grandes dates de l'histoire de l'Eglise depuis le Christ : le Concile, la déclaration de Camilo Torres, le manifeste des évêques du Tiers-Monde, la renonciation — refusée — des prêtres de l'Eglise du peuple, les accords de Medellin. Le P. Pujadas a annoncé les thèmes de la prochaine conférence : chemins fondamentaux de l'Eglise d'aujourd'hui ; Iglesia Joven ou Eglise du peuple ; mariage des prêtres ; création de communautés prophétiques libératoires au service du pays (« *El Mercurio* », 28-8-70). Mais le thème de la conférence du 2 septembre a été modifié, et le P. Pujadas traitera de : « Moïse, chef de la révolution d'Israël ; les prophètes, hommes compromis avec la réalité nationale ; Jésus-Christ, son apport spécifique à la révolution ; amour chrétien et lutte de classes ; avenir chrétien et avenir marxiste » (d°, 29-8-70).

C'est « *Iglesia Joven* » qui, le 3 octobre

1970, a occupé le sanctuaire de Maipù élevé à la Vierge du Carmen afin de faire pression sur les autorités pour qu'elles accélèrent les formalités de relogement de 500 familles occupant des baraquements de bois sur les terrains proches du sanctuaire (la « *Religion* », Caracas, 4-10-70).

Les 17 et 18 octobre 1970 s'est déroulée à Padre Hurtado la première rencontre nationale d'« *Iglesia Joven* » et d'« *Iglesia del Pueblo* » avec l'assistance de religieux, de prêtres et de laïcs. Il s'agissait de réfléchir sur « la participation des chrétiens à la construction de la nouvelle société » et de rassembler tous ceux « qui constituent l'avant-garde dans l'édification de la société socialiste ». L'exemple à suivre est celui de Camilo Torres. Il faut « chercher les formes concrètes d'incorporation du peuple croyant à la Révolution ».

On conçoit fort bien que la publicité à cette « rencontre nationale » soit faite par le périodique d'extrême-gauche « *Punto Final* » (13-10-70) et par le journal communiste « *El Siglo* » (19-10) qui intercale dans le texte de la convocation une photographie de « Jean XXIII, le bon Pape ».

« L'invitation au dialogue et à l'action commune » se termine par un appel sans équivoque : « Pour une Eglise unie au peuple et à sa lutte ! Le devoir d'un chrétien est d'être révolutionnaire ! » (Camilo Torres). « Le devoir d'un révolutionnaire est de faire la révolution ! » (Che Guevara).

« *Ultimas noticias* » (19-10-70) résume les conclusions « pas très catholiques » des débats de Padre Hurtado, où l'Eglise catholique chilienne a été vivement critiquée, où le dialogue « avec les marxistes non croyants » (!) a été non moins vivement réclamé. Iglesia Joven espère que « le règne de Dieu commencera sur la terre » grâce à la Révolution et décide de s'intégrer à la Unidad Popular, avec le désir incontestable d'aller beaucoup plus loin, note « *Ultimas noticias* ».

« *El Siglo* » (20-10-70) se félicite des affirmations de « *Iglesia Joven* » qui « ratifie son engagement avec le peuple ». Le mouvement disparaîtra « quand toute l'Eglise se sera engagée avec le peuple et que le prolétariat sera entièrement au pouvoir ».

« *Ercilla* » (28-10-70) présente Hugo Cancino, jeune professeur d'histoire médiévale à l'Université, secrétaire général de « *Iglesia Joven* », qui prétend que le mouvement s'identifie à l'Eglise et ne tente nullement d'instituer une Eglise parallèle. « *Iglesia Joven* » agit en sauveur de la hiérarchie catholique et de l'Eglise puisqu'elle « leur permet d'exister dans une société socialiste ». Hugo Cancino a déclaré que, de retour dans leurs paroisses et dans leurs villages, les congressistes sont décidés à travailler « pour l'accroissement de la conscience évangélique et révolutionnaire du peuple chrétien ».

### L'ELECTION DE SALVADOR ALLENDE

« *The Herald of Freedom* » (2-10-70) note que pour la première fois en Amérique latine un marxiste déclaré deviendra président d'un Etat. Et cela grâce à l'action des prêtres révolutionnaires.

« *The National Review* » (22-9-70) décrit la façon dont les communistes ont remporté la victoire. « Les jeunes intellectuels sortant des universités, catholiques et laïques, contrôlés par les marxistes, n'étaient pas disposés à attendre des réformes par les moyens politiques traditionnels. Le Parti de la Démocratie chrétienne qui avait été fondé comme un rempart contre le communisme dans les années 30, est maintenant divisé, avec au moins une aile inspirée par les prêtres révolutionnaires qui sont à la gauche d'Allende lui-même ».

Le « *U.S. News and World Report* » (14-12-70) note que les membres de la « Jeune Eglise » croient que « la promesse d'Allende de faire du Chili un Etat socialiste était plus importante que ses croyances religieuses ou son manque de croyances ».

Le 10 septembre 1970, dans la « *Folha de Sao Paulo* », le professeur Plinio Correa de Oliveira estime que le résultat de l'élection présidentielle ne révèle pas un progrès, mais un recul du marxisme. Le nombre des marxistes a seulement augmenté à l'intérieur d'autres courants politiques : les « innocents utiles » se sont laissé tromper « par le rêve de profiter de l'appui marxiste pour la réalisation de certaines réformes, sans arriver au marxisme ». Ce rêve était aussi celui du P. Veckemans et du D.E.S.A.L.

Frei estimait l'anti-communisme pire que le communisme. Dans son ouvrage « *Frei, le Kerensky chilien* », Fabio Vidigal Xavier da Silveira démontrait il y a trois ans que « le résultat de la manière d'agir de Frei serait la victoire de la minorité communiste ».

En 1968, plusieurs centaines de milliers de Brésiliens, d'Argentins et d'Uruguayens avaient demandé au Pape de prendre des mesures contre l'infiltration communiste dans les milieux catholiques. Aucune réponse n'a été faite, et au Chili les choses n'ont fait qu'empirer. Seul, Mgr Carlos Oviedo, évêque auxiliaire de Concepcion et secrétaire général de l'épiscopat chilien, avait rappelé que « en face d'une doctrine comme le marxisme un catholique ne peut se compromettre avec elle » (La « *Religion* », 22-4-70). Mais le cardinal Henriquez s'était montré beaucoup moins affirmatif. « Aucun journal catholique officiel ou officieux ne s'est levé pour déplorer le scandale de l'appui des catholiques au communisme au Chili », constate amèrement le président de T.F.P.

Le professeur Plinio Correa de Oliveira décrit dans la « *Folha de Sao Paulo* », après l'accession d'Allende à la présidence de l'Etat, l'intégration progressive du Chili dans l'univers marxiste : relations diplomatiques renouées avec les Etats communistes, congratulations à l'ambassade soviétique lors de l'anniversaire de l'instauration du régime communiste, inauguration d'un monument à Che Guevara, nationalisation des banques privées, amnistie des agitateurs et des terroristes, instauration d'une police politique, menaces sur la liberté de la presse. Il faudrait, comme le demandait Francisco Campos « une croisade pour revitaliser le monde ». Ni l'épiscopat chilien, ni même Paul VI n'ont tenté de mettre les catholiques

en garde contre la remise du pouvoir entre les mains d'Allende, marxiste et franc-maçon...

### AVANT L'ELECTION D'ALLENDE A LA PRESIDENCE

Au Brésil, la victoire d'Allende préoccupe le C.E.L.A.M. (Commission épiscopale latino-américaine) dont le président, Mgr Avelar Brandao Vilela se demande le 5 septembre si le nouvel élu « est marxiste par conviction ou par opportunisme politique ». Si Nelson Carneiro, du « Mouvement démocratique brésilien » se réjouit de ce « témoignage de la vitalité des institutions démocratiques », Cardoso de Menezes, de la « Alianza Renovadora Nacional » (A.R.E.N.A.) dénonce la « brèche ouverte à l'avalanche communiste en Amérique latine ».

Angol Zuniga, de New York, remarque que Allende, marxiste avéré, ami de Che Guevara et de Fidel Castro, « est arrivé au pouvoir par les voies démocratiques, voies qui ne seraient pas autorisées à un candidat démocrate dans une société marxiste » (« *Cruzado espanol* », 15-9-70). La « *Vanguardia Espanola* » rappelle l'infiltration marxiste dans l'Université catholique, les complaisances de l'épiscopat. A la télévision, un jeune prêtre célébrait la victoire d'Allende en s'adressant aux « camarades téléspectateurs » !

Le 25 septembre, l'Episcopat chilien publie une déclaration aux termes de laquelle il rappelle sa neutralité politique. « Nous, les évêques, sommes les pasteurs des uns et des autres. Nous savons qu'il y a des croyants dans tous les secteurs (...) ». Le chemin chrétien, c'est de rechercher en commun « une solution juste, originale et créative à la problématique chilienne ». On chercherait en vain dans cette déclaration la moindre mise en garde contre le marxisme, un mois avant l'élection du Président de la République par le Congrès... Le « cheval de Troie dans la Cité de Dieu », dénoncé par Dietrich von Hildebrand, ne paraît pas émouvoir les évêques.

L'hebdomadaire espagnol « *Triunfo* » (12-9-70) note la hâte avec laquelle la Démocratie chrétienne s'est empressée de reconnaître la victoire d'Allende, embrassé par Tomic qui a tenu à lui exprimer toute sa confiance. Allende a prouvé, dans la conquête du pouvoir par les voies électorales et pacifiques, que la lutte à l'intérieur du système était plus efficace que l'opposition violente, laquelle encourage les réactions contre-révolutionnaires.

Les « *Informations politiques et sociales* » (16-9-70) insistent également sur l'habileté de cette tactique de la voie parlementaire. L'alliance avec les partis de gauche n'eût pas été un appoint suffisant pour Allende qui a su trouver des « alliés de rechange » auprès des chrétiens ayant adopté des positions révolutionnaires dans l'espoir de conquérir l'audience des masses populaires. Aujourd'hui, convaincus ou non de la sincérité des chrétiens révolutionnaires, les communistes « sont décidés à faire un bout de chemin avec eux, à s'aider d'eux pour arriver au pouvoir, certains que, la victoire en main, ils « liquideront » les chrétiens révolutionnaires aussi aisément qu'ils ont

liquidé la social-démocratie dans les pays de démocratie populaire ».

« *L'Appel* », hebdomadaire du diocèse de Liège (18-9-70), salue les deux « démocrates » Castro et Allende. Entre Frei et Allende, il n'existe que des divergences dans les méthodes (c'est-à-dire dans la hâte plus ou moins grande d'appliquer les réformes), mais « il y a identité dans les buts ». Le chanoine Paquet, après cet aveu à retenir, écrit : « Le seul danger qui pourrait peser sur le Chili de demain serait un blocus décrété par l'impérialisme nord-américain et, en cela, mais en cela seulement, le Chili ressemblerait à Cuba et ce ne serait pas de sa faute » ! Il conclut que le Chili « continue d'être un exemple contagieux de saine démocratie en Amérique latine » !

Les mouvements d'Action catholique chiliens ont publié un communiqué commun dans lequel ils célèbrent « le triomphe des travailleurs ». L'élection de Salvador Allende signifie l'espoir d'« une libération authentique où les valeurs de l'Évangile seront réalisées » (*La Croix*, 9-10-70).

Le journal communiste « *El Siglo* » (12-9-70) publie la déclaration que lui a faite Mgr Jorge Hourton, évêque de Puerto Montt, sous le titre de « Sérénité et confiance », au cours d'une « conversation fraternelle ». Il faut « réconcilier tous les Chiliens dans l'effort commun pour atteindre les buts patriotiques de progrès et de développement, de justice et de paix. Aujourd'hui il ne doit subsister ni rancœurs ni revanches. Devant l'autorité civile légitime, les catholiques n'auront d'autre attitude que la reconnaissance, le respect exemplaire de tous les devoirs civils et moraux dans le cadre de la loi. Ainsi nous l'enseigne saint Paul ».

#### APRES L'ELECTION D'ALLENDE

Grâce à la Démocratie chrétienne, Allende a été élu président par le Congrès le 24 octobre 1970.

Le 27 octobre, le cardinal Silva Henriquez a eu un entretien « extrêmement cordial » avec le président Allende (« *Ya* », Madrid, 29-10-70) auquel il a remis une Bible de Jérusalem portant cette dédicace : « Dédié ce livre en toute affection et respect à Son Excellence le Président don Salvador Allende ». En quittant Allende, le cardinal l'a assuré de son concours et a déclaré aux journalistes : « Nous devons l'appuyer en tout dans ce travail au service du bien commun, parce que tous les Chiliens peuvent contribuer à ce que les grands idéaux de bien public, les grandes idées de rédemption sociale défendues par le Président soient une réalité ». (« *El Mercurio* », 28-10-70). A un journaliste italien qui lui demandait si la

Le prochain numéro d'EST ET OUEST  
paraîtra le Jeudi 3 Juin 1971

législation sur le divorce serait introduite au Chili, Allende a répondu : « A l'italienne ». Le « *Sunday Examiner* » (Hong-Kong, 13-11-70) ajoute que « les relations entre l'Église et l'État semblent cordiales au Chili, bien que le nouveau président marxiste ait dit qu'il voulait nationaliser les Ecoles catholiques ».

L'organe communiste « *El Siglo* » (30-10-70) fait un vibrant éloge de la Bible, qui contient toute l'espérance révolutionnaire. « Il n'est pas nécessaire d'être religieux pour faire de la Bible un livre de chevet. Il suffit d'avoir de l'amour pour la littérature, de l'intérêt pour l'histoire, de la curiosité pour l'homme ». Ainsi la Bible va-t-elle sans doute voisiner avec les œuvres complètes de Marx et de Lénine sur les rayons de la bibliothèque présidentielle.

L'archevêque de Cuernavaca, lors d'un sermon prononcé à la cathédrale, a félicité l'Église du Chili d'avoir offert son appui au nouveau Président. Pour Mgr Mendez Arceo, le cardinal Silva Henriquez a parlé « non de façon protocolaire, mais comme un chrétien engagé et serviteur de la parole de Dieu sur les qualités humaines. Nous, chrétiens, sommes engagés aussi dans la création du Christ d'un homme nouveau, d'une conscience nouvelle. Nous sommes les hommes du Règne de Dieu, Règne de la Justice, de la Paix, du bien-être, de l'amour, non pour un ciel éloigné et éthéré, mais sur la terre où nous vivons et que nous devons transformer ensemble avec tous les hommes frères, auxquels nous devons annoncer la pleine réalisation future qui concernera tout être humain et ne laissera quiconque frustré par une privation définitive » (« *La Estrella* », 28-10-70).

Ce pathos signifie en clair que le ciel commence sur la terre grâce au marxisme poursuivant l'œuvre du Christ.

L'hommage déférent rendu par le cardinal-archevêque de Santiago au nouveau président marxiste, s'accompagnait des félicitations de Paul VI, ce qu'a souligné Mgr Mendez Arceo (« *El Mercurio* », 29-10-70). Les félicitations de Sekou Touré, du général Cardenas, des socialistes italiens, du président de la République populaire de Mongolie, etc. sont beaucoup moins surprenantes...

« *L'Appel* », hebdomadaire catholique (Liège, 30-10-70), explique que le programme social d'Allende est très proche de celui de Frei. Une attitude de neutralité bienveillante des U.S.A. « permettrait au Chili d'être le chef de file des pays d'Amérique latine le suivant dans le camp de l'espoir ».

A Joseph Navitsky (« *New-York Times* ») qui lui demandait si sa qualité de maçon était un élément d'opposition aux yeux de l'Église, Allende a répondu : « Non. Je crois que vous avez compris que les vieilles querelles entre la maçonnerie et l'Église sont dépassées (...). L'Église catholique a déjà subi des changements fondamentaux ».

André LAFORGE.

Nous publierons la suite de cette étude dans notre prochain numéro.